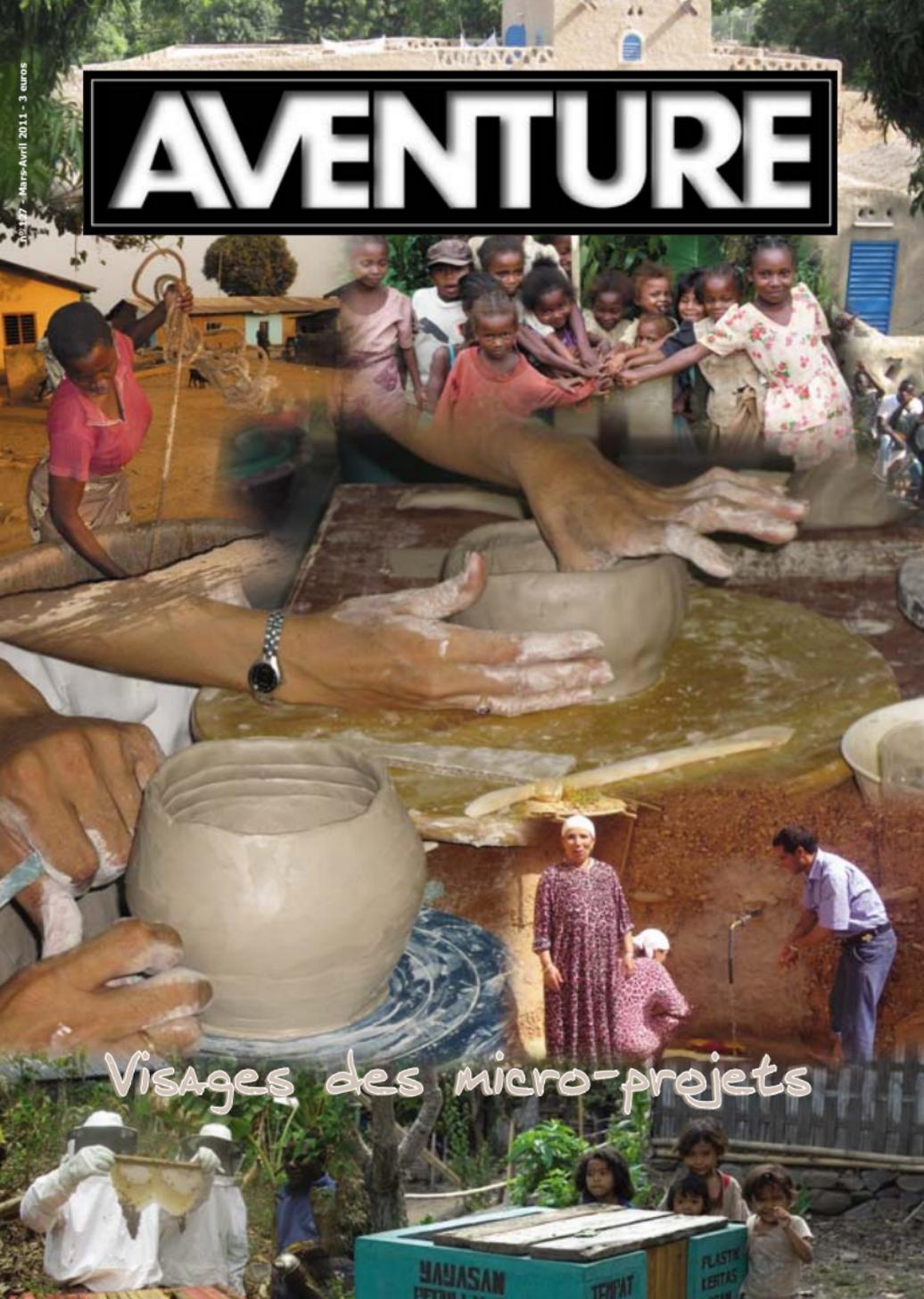


AVENTURE



Visages des micro-projets

Parmi les typologies de la solidarité internationale, se trouvent outre le développement, des modes d'intervention tels que l'humanitaire, le caritatif, l'échange, le plaidoyer politique ou bien encore l'éducation au développement. Connaître ces différents moyens d'agir permet de s'engager au mieux dans une aventure solidaire.

Les initiatives de solidarité internationale foisonnent de par le monde. Cette volonté d'agir est mue par une ferveur et un enthousiasme non négligeables. Mais au-delà de cette volonté d'améliorer les conditions de vie des populations du Sud, il y a une réelle nécessité pour les acteurs très hétéroclites de se professionnaliser afin de monter des projets pérennes en lien avec les politiques de développement locales et d'accéder à des sources de financements. En effet, un projet mal monté et mal rédigé ne pourra être légitime aux yeux des bailleurs de fonds et ne vivra que sur des fonds d'origine privée. De plus, une mutualisation des différentes expériences et une capitalisation sont nécessaires afin de redonner son sens à la coopération internationale.

Un projet d'élevage de chèvres pour lutter contre la pauvreté des Touaregs du Niger, la construction d'une miellerie au Cameroun pour structurer l'activité locale, la réhabilitation d'une oasis en Algérie, la formation de moniteurs de VTT maliens, la formation d'une équipe en Mongolie pour lutter contre la pollution de l'eau par les métaux lourds, le renforcement des capacités des artisans couturiers boliviennes, le développement de la formation professionnelle au Cambodge par une école du bois, la promotion du moringa « arbre du paradis » au Bénin sont autant de projets qui reflètent la diversité des thématiques et pays d'action des micro-projets.

Les caractéristiques d'un micro-projet de développement

Le micro-projet répond aux besoins de base des populations des pays en développement.

Faire remonter les besoins du terrain à travers une mission exploratoire est essentiel et conditionne la réussite du projet. L'implication des bénéficiaires dans la conception du projet est également nécessaire car cela permet de s'assurer que les changements induits par le projet seront d'autant plus acceptés. Il ne s'agit pas de construire un puits au centre d'un village en Côte d'Ivoire sans demander leur avis aux femmes. Le souhait de l'association de leur faciliter la tâche et leur éviter de parcourir des kilomètres peut se heurter aux traditions locales qui veulent que la rencontre quotidienne avec les femmes des autres villages dans un lieu donné soit un événement source de lien social. Il en va de même lorsqu'une association bien intentionnée fournit des tables d'accouchements dans des villages du Sénégal alors que la



Les participants à la formation de l'AMP à Paris, en octobre 2010.

tradition veut que dans certaines régions les femmes accouchent debout.

Il prend appui sur des partenaires locaux, pleinement investis, fiables et motivés.

Un projet de développement se conçoit comme une action qui cherche donc à répondre à des besoins localement exprimés dans le cadre d'un partenariat, dans la mesure du possible équilibré. Afin d'assurer la pérennité du projet et d'éviter l'intérêt individuel, il est nécessaire que le partenaire au Sud soit une personne morale. En effet, il convient de prendre les mesures nécessaires pour prévenir l'aliénation par une personne (ou un groupe) privée, des ressources sensées bénéficier à la communauté dans son ensemble (par exemple : la construction d'une école sur le terrain du maire qui à un moment donné en réclame la propriété). Les bénéficiaires peuvent se regrouper pour devenir le partenaire local mais il peut s'avérer plus judicieux dans certains cas de conserver une certaine indépendance entre le partenaire qui met en œuvre le projet localement et les bénéficiaires, acteurs au quotidien de leur propre développement.

Il vise l'autonomie des populations bénéficiaires

Que les objectifs d'un projet soient atteints ne signifie pas que les populations bénéficiaires soient autonomes. Il faut également que l'impact perdure après le retrait de l'aide du partenaire du Nord. S'assurer de la viabilité d'un projet est un résultat à terme qui est prévu dès le départ.

Il faut prendre en compte différents niveaux de viabilité pour assurer la continuité du projet, les principaux étant d'ordre : technique, organisationnel, politique, réglementaire, environnemental, social et culturel.

Voici quelques exemples pour illustrer les différents niveaux de viabilité mentionnés : les fonds nécessaires à la construction d'une école au Bénin ont été récoltés, le projet est en phase d'être lancé lorsque l'association réalise qu'il est nécessaire d'obtenir un permis de construire qui peut mettre plusieurs mois

avant d'être délivré... Pendant ce temps, la saison des pluies débute... Des latrines peintes en blanc à Kaboul n'ont jamais été utilisées, pour quelle raison ? Parce que le blanc est la couleur du deuil en Afghanistan. Une association souhaite lancer la culture de vers à soie en Centrafrique pour développer des activités génératrices de revenus, mais ne réalise que trop tard que certaines ethnies se délectent de la chair des chenilles...

Quant à la viabilité économique et financière, c'est souvent la plus difficile à obtenir et pourtant la condition *sine qua non* de la poursuite du projet ; en d'autres termes les frais de fonctionnement du projet (salaires, maintenance, réparations...) doivent être couverts par des ressources financières disponibles localement. Dans la plupart des micro-projets, cette viabilité est assurée par des activités génératrices de revenus (AGR) ou par la participation financière des bénéficiaires à travers des cotisations.

L'État, les collectivités territoriales, les entreprises nationales ou internationales, les organisations internationales, les bailleurs de fonds multilatéraux, les ambassades, ainsi que la diaspora constituent également des sources de financement disponibles localement pour assurer la pérennité des micro-projets.

Il concerne des domaines très divers : l'éducation, la santé, le développement rural, le développement économique, la culture, les nouvelles technologies de l'information, les droits de l'homme...

Il consiste en des constructions, rénovations, équipements de structures et (ou) des transferts de compétences ou de technologies.

Son budget total (inférieur à 65 000 €) est trop faible pour que l'association puisse obtenir des co-financements institutionnels.

Les objectifs de l'AMP

Cofinancée par l'Agence française de développement (AFD) depuis 2009, l'Agence des micro-projets (AMP) propose depuis plus de 10 ans différents services aux petites et moyennes associations de solidarité internationale :

- **Appui au montage de projets** à travers des entretiens-conseils gratuits et des formations collectives proposées à Paris et à travers toute la France (conceptualisation et montage d'un micro-projet ; partenariat dans les micro-projets ; établissement d'un budget prévisionnel recherche de financements).
- **Financement de projets** grâce aux Dotations des solidarités Nord/Sud qui récompensent lors de deux sessions par an une trentaine de micro-projets pour une subvention moyenne de 3 000 euros.
- **Centre de ressources** qui permet de faciliter l'échange et le partage d'informations entre associations porteuses de projets à travers : une base de données qui répertorie les projets



Cécile Vilnet au salon des Solidarités à Paris, en 2010.

soutenus par les dotations ainsi que le site internet des micro-projets (www.microprojets.org) qui permet d'identifier des sources de financement adaptées aux projets. Les évaluations annuelles sur le terrain mettent en valeur les bonnes pratiques et insistent sur les difficultés rencontrées afin d'améliorer la qualité des futurs projets.

- **Expertise** qui se traduit par la participation de l'AMP à des jurys d'attribution de fonds, à des salons, événements et forums ainsi que des offres de prestation.

par Cécile VILNET
Coordinatrice de l'Agence des micro-projets
La Guilde européenne du raid

www.la-guilde.org
www.microprojets.org

L'AMP en 2010

- 33 journées de formation dans 14 villes différentes
- 411 participants
- 98,5 % de participants satisfaits et très satisfaits
- 72 entretiens individuels répartis sur 89 heures
- 137 dossiers déposés aux Dotations Nord/Sud
- 30 projets récompensés
- Dotation moyenne de 3 000 euros
- 360 sources de financement sur www.microprojets.org
- 191 fiches projet classées par thématique et pays
- 2/3 des projets financés se déroulent en Afrique
- 2 missions d'évaluation : Madagascar (7 projets) et Pérou (6 projets)

Promouvoir le moringa au Bénin

SILVA intervient pour une gestion durable des arbres et des forêts.

SILVA est une association loi 1901, créée en 1986, qui a pour objectif général de mettre en évidence et de faire valoir les différents rôles des forêts afin de contribuer à en assurer une utilisation durable et respectueuse. Elle anime pour cela depuis sa création le Réseau international des arbres tropicaux (RIAT) qui regroupe plus de 5400 membres réunissant diverses compétences à l'international dans le domaine forestier et qui est représenté par 9 coordinations en Afrique.

Les actions de SILVA en France sont principalement le secrétariat technique et l'animation du RIAT en grande partie grâce son bulletin de liaison, *Le Flamboyant* et enfin l'information et la sensibilisation du grand public aux rôles des forêts et des arbres dans le monde. L'association collabore également aux travaux de différents groupes de travail thématiques en lien avec les forêts.

À l'international, les coordinations nationales de SILVA au sein du RIAT mènent chacune localement des actions : d'information, de communication, d'éducation à l'environnement, de formation et de plaidoyer auprès de la société civile, les acteurs de terrain, les décideurs, et les enseignants et formateurs. Enfin elles appuient des projets concrets de développement rural en lien avec les ressources forestières et la préservation de l'environnement (sylviculture et agroforesterie villageoise).

SILVA et ses représentations nationales ont mené ces dernières années différents

projets communs à l'international :

- Échanges d'informations sur les textes internationaux concernant les ressources forestières (2002-2004).
- Sensibilisation et éducation environnementale auprès des jeunes africains dans cinq pays du bassin du Congo sur l'importance des écosystèmes forestiers de cette région (2005-2008).
- Promotion de la culture familiale du *moringa oleifera* en Afrique de l'ouest

« Notre association a été lauréate des Dotations Nord-Sud de l'automne 2010 organisées par La Guilde européenne du raid, dans le cadre du projet au Bénin de promotion de la culture familiale du *moringa oleifera*. Cet arbre, que l'on rencontre fréquemment dans les villages africains, est surnommé « l'arbre de vie » car il possède de nombreuses qualités nutritionnelles et médicinales (ses feuilles sont notamment très riches en calcium, fer, protéines, magnésium, vitamine C, A et E) qui en font un atout intéressant de lutte contre la malnutrition. »

SILVA Bénin mène, depuis plusieurs années, des actions de promotion de la culture du moringa dans la région sud du pays : diffusion de graines et plants, promotion de la culture auprès de la population. L'objectif de notre projet est de renforcer ces initiatives en continuant à mieux faire connaître les différentes



Animation dans une école au Bénin.

vertus du moringa aux familles, et en priorité aux personnels de santé, aux enseignants et aux écoliers. En complément de l'installation de jardins scolaires, la mise en place d'animations dans les écoles et les villages permettra une meilleure promotion de la culture et la consommation du moringa.

Ce projet s'inscrit enfin dans un projet sous-régional qui souhaite fédérer les actions similaires menées par des ASI partenaires (AVSF, Res Publica, Microfel, Collectif DAG) dans les autres pays de la sous-région comme le Burkina Faso et le Togo.

Pour 2011, déclarée année internationale des forêts par les Nations Unies, et où les arbres et les forêts seront au cœur des discussions et actions, l'actualité des projets s'annonce dès à présent très riche pour notre association (gestion durable du bois, énergie, produits forestiers non ligneux, agroforesterie, REDD) dans laquelle le projet mené avec l'appui de La Guilde viendra trouver toute sa place.

par Laura POUJOL

Adhérente de l'association et volontaire du projet Moringa au Bénin

www.silva-riat.fr



Ficus au Burkina Faso.



Maraichage bio au Bénin.

Orphelins Sida International

Parce que le sida fait aussi des orphelins au Burkina Faso.

Orphelins Sida International travaille depuis plus de 10 ans pour soutenir les enfants vulnérables dont un ou plusieurs parents sont morts du VIH/SIDA.

Tout le monde sait que le VIH/SIDA tue énormément de personnes dans le monde et que l'Afrique est le continent le plus touché par cette maladie. Ce que l'on ne sait pas forcément ou que l'on oublie, c'est que ces morts sont souvent parents d'un ou de plusieurs enfants qui se retrouvent parfois du jour au lendemain sans famille ni ressource. Sans prise en charge, ces orphelins n'ont plus de repère ni de cadre protecteur. Ils sont victimes de malnutrition, déscolarisation, non suivi médical et sont soumis à la violence d'une réalité trop lourde pour leur âge. Certains deviennent précocement de vrais chefs de familles, sacrifiant la construction de leur avenir à l'entretien et l'éducation de leurs frères et sœurs.

Ce constat alarmant est à l'origine du combat que mène depuis 10 ans l'association Orphelins Sida International (OSI) qui vient en aide à ces enfants au travers de deux approches complémentaires.

La première approche est le **parrainage mensuel d'un enfant, d'un adolescent chef de famille ou d'un(e) aïeul(e)**.

Les orphelins peuvent être recueillis par de la famille proche ou voisine qui n'a pas forcément les moyens financiers de leur assurer un niveau de vie correct. L'allocation que reçoit l'enfant lui permet donc de suivre une scolarité « normale », se soigner et se nourrir correctement.

Pour l'**adolescent chef de famille (ACF)**, en plus d'assurer sa survie, il doit assurer la charge de ses frères et sœurs. L'argent qui lui est donné sert donc aux besoins quotidiens de la fratrie mais aussi à l'encourager dans un projet de formation professionnelle et dans son droit à vivre sur le lopin de terre de ses parents. Enfin, quand cela est possible, les enfants sont pris en charge par leurs grands-parents ou par un ou une aïeul(e) de la famille élargie. Dans certains pays, ces adultes âgés ont parfois en charge une vingtaine de petits enfants. L'argent donné à l'aïeul(e) est destiné à faire vivre sa famille et à l'aider à développer une activité génératrice de revenus.

Aujourd'hui, 410 filleuls (370 enfants, 20 aïeules et 20 adolescents chefs de famille) sont parrainés depuis près de



Les formations en informatique d'OSI au Togo.

10 ans en Afrique du Sud, Burkina Faso, Bénin, Burundi, Côte d'Ivoire et Togo grâce à l'action d'OSI.

La seconde approche est celle de l'**insertion professionnelle des adolescents** car en plus du parrainage direct, il est important de les aider à trouver un métier pour l'avenir.

Pour cela OSI a mis en place, depuis 2009, trois programmes de formation dispensés par des volontaires de solidarité internationale directement sur le terrain en partenariat avec ses partenaires locaux.

Une formation de **guide touristique** au Burkina Faso et au Burundi, permettra d'accueillir des touristes solidaires et donc de créer une économie locale.

Une formation axée sur la **petite enfance** en Côte d'Ivoire et au Bénin pour répondre aux besoins importants de soutien psychologique, mais aussi pour soutenir les

plus petits face à la mort et la maladie de leurs parents.

Une formation aux **technologies de l'information** (informatique, internet, bureautique...) est faite plus spécifiquement au Togo mais également dans les autres pays partenaires car il s'agit d'un savoir indispensable de nos jours.

OSI organise aussi la collecte de lunettes de vue pour les orphelins, le recyclage de cartouches d'encre vides pour soutenir l'association ainsi que de nombreux autres événements (Solidays, 10 km du 19^{ème}, concerts solidaires...). Si vous voulez, vous aussi, nous soutenir : rendez-vous sur notre site internet et rejoignez-nous sur Veeshare.

par Julien LAMY

Responsable des programmes à OSI

www.orphelins-sida.org



Des enfants au Burundi avec Julia (volontaire OSI).

Au cœur de l'Altiplano

L'association Pacha ! développe l'élevage caprin en Bolivie.

Depuis 2004, l'association Pacha ! soutient des projets de développement dans des villages reculés de l'altiplano bolivien. Élevage, environnement, éducation, Pacha ! travaille main dans la main avec les communautés locales pour trouver des alternatives à l'exode rural et au périlleux travail dans les mines de Potosi.

La Bolivie ? Le pays le plus pauvre d'Amérique du Sud derrière Haïti ; un PIB nominal en 2009 de 17 milliards de dollars très loin des 2 500 milliards du PIB français ; une économie fragile, qui repose sur l'exportation de matières premières et l'aide des pays étrangers ; une activité traditionnelle, la culture de la coca qui inquiète les États-Unis ; des paysages époustouffants, ceux du Salar de Uyuni et des plateaux andins...

La Bolivie, c'est aussi le travail dans les mines, comme celles du « Cerro Rico », la montagne d'argent, qui domine du haut de ses 4 824 mètres la ville de Potosi au sud du pays. Un véritable gruyère de 600 galeries exploitées depuis le XVI^e siècle et qui s'effondrent quotidiennement sur les mineurs, dont certains n'ont pas 12 ans... C'est dans cette région, à quelques heures de piste de Potosi que l'association Pacha ! donne un coup de pouce aux communautés rurales de la communauté de Caiza D. Depuis 2004, l'idée est simple, mais efficace : Pacha ! appuie les initiatives locales pour améliorer les conditions de vie des populations,



Elias forme les éleveurs au déparasitage.

proposer des alternatives à l'exode rural et au travail dans les mines, dangereux pour les adultes, intolérable pour les enfants.

Sur place, Elias Anagua Condo, 33 ans, salarié de l'association et bolivien d'origine quechua est le visage de Pacha ! Il coordonne, impulse, écoute et conseille sur les trois champs d'actions prioritaires de l'association que sont l'élevage caprin, l'environnement et l'éducation. Dans les villages de la région, les familles élèvent des chèvres par tradition, mais peu en retirent un revenu pour améliorer leur quotidien. Pacha ! accompagne ainsi les villageois pour perfectionner leur élevage à travers la sélection des bêtes, la construction de chèvreseries, la mise en

œuvre de campagnes de vaccination ou encore l'amélioration de l'alimentation fourragère. Elias forme les éleveurs pour leur donner les moyens d'être autonomes dans la gestion durable des troupeaux. Il travaille également avec des institutions locales pour identifier des variétés de plantes cultivables sur les collines arides environnantes. Régulièrement, les membres de Pacha ! se rendent sur place pour l'épauler et avancer sur de nouveaux projets. Toutes ces actions sont mises en œuvre par et pour les villageois dans le respect de la culture quechua et de la « terre mère », la *pacha mama*.

En 2011, avec le soutien financier de La Guilde, Pacha ! lance un projet « d'élevage caprin durable » dans deux communautés, Caltapi Bajo et Caltapi Puncu. Pacha ! accompagnera les éleveurs jour après jour, pendant près de 18 mois. Dans le cadre de ce projet, Pacha ! inaugurera une « ferme école » pour les plus jeunes. Avec une dizaine de bêtes, les enfants apprendront avec leur institutrice Elsa - et l'incontournable Elias - à s'occuper des chèvres pour produire leur propre yaourt. Cette ferme école sensibilisera les petits comme les grands aux bénéfices d'un élevage raisonné. Une petite pierre de plus à l'édifice Pacha !

par Stéphanie LARUELLE
Présidente de l'Association



Une volontaire Pacha ! sur le terrain.

www.pacha-asso.org
www.facebook.com/associationpacha

L'interculturel, moteur de Greenbees

La diversité culturelle est un espoir pour tous.

GreenBees est une association française qui agit en faveur de la diversité culturelle et du dialogue entre les peuples. Partout dans le monde existent encore des peuples qui ont développé des approches différentes pour résoudre les problèmes de société auxquels ils sont confrontés. Valoriser ces cultures et les montrer en exemple permet de donner à tous des clés pour accéder à un autre type de développement, plus humain et responsable.

Dans un monde toujours plus globalisé, interconnecté et où les cultures dominantes n'arrivent pas à affronter et résoudre les problèmes vitaux de leurs sociétés, il nous paraît plus que jamais important d'œuvrer au rapprochement des peuples et des cultures, chacune d'elles étant le reflet d'une même humanité.

Par exemple, et grâce au soutien de La Guilde européenne du raid, depuis deux ans, deux volontaires français de l'association GreenBees travaillent au Pérou. Ils appuient une organisation locale, le Grupo Quilla, qui pilote un programme de formation destiné à des professeurs travaillant dans les zones rurales andines. Ces régions se caractérisent par un environnement naturel et social particulièrement difficile : isolement des populations, pauvreté présente partout, enfants issus de cultures dévalorisées dont la langue maternelle n'est pas toujours reconnue et échec scolaire qui semble chronique. Les autorités éducatives péruviennes souhaitent impulser une nouvelle dynamique. Le rôle des volontaires français est d'intégrer à ce programme des outils pédagogiques permettant de valoriser la culture des enfants. Grâce à l'utilisation



de ces outils, les élèves reçoivent une éducation plus en accord avec leur réalité. Ils se sentent valorisés en tant qu'individus et membres d'une communauté culturelle. La transmission des connaissances en est facilitée et les résultats scolaires s'améliorent.

En France, l'action de GreenBees se manifeste à travers des ateliers réalisés dans les écoles et les milieux parascolaires. Les thèmes abordés sont la diversité culturelle, le dialogue interculturel, la compréhension humaine, les droits de l'Homme et des enfants.

GreenBees a développé une pédagogie qui met en avant les trois identités présentes en chacun de nous : l'identité personnelle (propre à chaque individu), l'identité culturelle (partagée avec les

personnes avec lesquelles nous vivons) et l'identité planétaire (partagée avec l'humanité toute entière). En favorisant la prise de conscience de ces trois identités, GreenBees propose d'entrer dans un nouveau mode de pensée où chacun se découvre à la fois acteur de soi-même, citoyen de sa région et de son pays mais également du monde.

Chaque année, un concours international de dessin est organisé autour d'un thème en relation avec la diversité culturelle. Il permet de montrer la multitude de regards de personnes vivant aux quatre coins du monde.

Edgar Morin, sociologue français, affirme : « Les cultures doivent apprendre les unes des autres, et l'orgueilleuse culture occidentale, qui s'est posée en culture enseignante, doit devenir aussi une culture apprenante. Comprendre, c'est aussi, sans cesse, apprendre et ré-apprendre. » Dès lors, le développement devrait être vu plus comme un phénomène qualitatif de transformation de la personne plutôt qu'un phénomène quantitatif d'accumulation de choses matérielles.

par Yves PETIT
Volontaire GreenBees au Pérou

www.greenbees.fr



L'équipe du projet péruvien, accompagnée par les deux volontaires de l'association GreenBees

Pedulil Alam à Bali

En Indonésie, Pedulil Alam protège la nature en développant la collecte des déchets.

En Indonésie, l'arrivée du plastique dans les zones rurales a causé une pollution massive de la nature et notamment des rivières, devenues des décharges sauvages. L'association Pedulil Alam centre son action sur le traitement des déchets ménagers en apportant à la population locale des solutions simples et faciles d'accès.

La région d'Amed, à l'est de Bali, est connue pour ses magnifiques lieux de plongée et son sublime monde sous-marin. Cependant, coincée entre tradition et modernité, elle est moins connue pour sa pollution grandissante. Le principal ennemi de la nature ici, c'est le plastique. Jeté à tort et à travers par des habitants ignorant les conséquences de leur geste, il décore rizières, villages, rivières, plages et mer. Il empoisonne la fragile biodiversité et met en danger la santé des villageois.

L'association franco-indonésienne Pedulil Alam est née de ce constat alarmant. Pedulil Alam, qui veut dire « protéger la nature » en indonésien, est une association fondée en février 2009, qui agit dans plusieurs zones rurales de la région d'Amed, région désignée au climat rude où 80% de la population vit sous le seuil de pauvreté. Son objectif principal est d'offrir à cette population rurale une solution pour la collecte des ordures ménagères non organiques, et ainsi les aider à protéger leur environnement.

Pour cela, un projet complet a vu le jour : une campagne de sensibilisation menée dans toutes les écoles et les villages, accompagnée de la mise en place des infra-



Poubelle dans un village de montagne.



Ramassage des déchets.

structures nécessaires à la collecte des déchets (auparavant inexistantes). Une solution gratuite, durable et facile d'accès.

L'équipe de l'association est composée de coordinateurs balinais. Pour eux, la sensibilisation est une part essentielle du travail, en vue de faire évoluer les comportements. Ils interviennent notamment dans les écoles primaires et dispensent, dans chaque classe, un cours complet qui mélange théorie et jeux, en faisant très largement participer les enfants. Ils y fournissent également le matériel nécessaire au ramassage des déchets.

De plus, tout un système de collecte des déchets ménagers a été mis en place dans les villages : construction de 100 bacs à déchets publics, distribution de 150 poubelles individuelles dans les épiceries locales, et organisation de la collecte par camion jusqu'au centre de tri. Les déchets, une fois ramassés, sont amenés dans une décharge appartenant au gouvernement. Ils y sont triés et ce qui est recyclable est revendu dans une usine à Java.

Après deux années d'activité, l'association obtient de très bons résultats. Les poubelles sont de plus en plus pleines et la population semble de plus en plus intéressée par ce projet. Les autorités locales ont rejoint Pedulil Alam dans ce combat pour l'environnement et s'engagent à assurer le ramassage des déchets dans une partie de la région. Les autorités locales travaillent désormais avec nous dans l'élaboration d'une grande campagne de sensibilisation qui verra le jour en 2011 et qui concernera 200 écoles primaires dans 8 départements. Elles s'engagent également à participer financièrement à la construction des bacs publics.

L'association prévoit d'étendre son aire d'intervention pour toucher encore plus de villages et de familles, même celles situées dans les zones de montagnes reculées. La tâche est considérable mais nécessaire dans un pays heurté de plein fouet par une modernité à laquelle il n'était pas préparé.

par **Charlotte FREDOUILLE**
Présidente de l'association
et coordinatrice générale sur le terrain.

www.pedulialam.org



Animation avec les enfants de primaire.



Le laboratoire de Global Denture en Inde

Donner du sourire au monde par la prothèse dentaire.

L'objectif de l'association est la diffusion d'information, ainsi que la formation au niveau local et international pour apporter technologie, connaissances et savoir-faire dans le domaine de la prothèse dentaire. Le premier projet de Global Denture est la création d'un laboratoire de prothèse dentaire dans une zone rurale de l'Inde du nord.

Nous éditons une fois par an une lettre d'information résumant ce que nous avons réalisé dans l'année écoulée. Nous sommes une association relativement jeune, aussi cette année sera éditée la 3^{ème} lettre d'information présentant les quatre mois passés en Inde fin 2010.

Notre premier et principal projet, à l'heure actuelle, consiste en l'ouverture d'un laboratoire de prothèse dentaire au sein du centre de santé (appelé « Aroyadham ») d'un institut d'œuvres sociales installé à Chitrakoot. Cette ville se situe à la frontière du Madhya Pradesh et de l'Uttar Pradesh, deux des états les plus pauvres d'Inde. Dans cette partie reculée de l'Inde rurale, la vie dans les villages devient insupportable en raison de conditions climatiques plus en plus difficiles. Elles

entraînent un exode rurale qui engorge les bidonvilles des métropoles déjà surpeuplées. La ville de Chitrakoot est aussi au cœur d'une région dont la production agricole est indispensable à la survie des populations citadines.

L'institut de recherche Deendayal (DRI), pour lequel nous installons le laboratoire, s'est donné pour objectif de rendre autonome 500 villages autour de cette ville. Le concept de décentralisation est là, au centre de l'action de DRI en redirigeant le pouvoir des villes vers les villages. Cet institut possède bien des domaines d'action tels que la formation, l'éducation, l'agriculture, la conservation des ressources et la santé.

Pourtant l'implantation d'un laboratoire de prothèse ne se fait pas du jour au lendemain, surtout dans cette région où nous devons former le personnel. Ce projet demande une surveillance sur du long terme. C'est pourquoi nous avons sollicité une dotation auprès de La Guilde européenne du raid. La dotation de 2 000 euros qu'elle nous a accordée, pour notre 4^{ème} séjour, a permis d'apporter la technique pour réaliser des prothèses métalliques fixes et amovibles. Mais nous concentrons surtout nos efforts sur le

développement de prothèses fixes qui sont, depuis longtemps, réclamées par le département dentaire. Durant ce séjour de 4 mois, 4 techniciens bénévoles de Global Denture se sont investis pour transmettre leur savoir. Ils ont été rejoints par Hugues Bory, maître conférencier spécialisé en prothèse totale, qui a donné une conférence et réalisé un cas clinique de prothèse totale en direct à l'université du Roi Georges à Lucknow, du 7 au 9 décembre.

Nous avons également mis en place une unité mobile du laboratoire pour accompagner l'unité mobile déjà existante de la clinique. Ainsi nous avons pu apporter, dans les villages les plus reculés, de petites prothèses amovibles permettant de remplacer les dents antérieures fraîchement extraites.

« L'expérience Chitrakoot » est pour chacun d'entre nous unique et mémorable. Un prochain séjour est prévu mais à une date qui n'est pas arrêtée pour le moment.

par Julien BORY
Président de Global Denture

<http://globaldenture.free.fr>



Dans le laboratoire : M. Soni le prothésiste, M. Robin et E. Laptanche deux bénévoles de Global Denture et au fond S. Panday apprenti.



E. Laptanche, bénévole de Global Denture lors du premier camp du laboratoire mobile.

Pourquoi les micro-projets ?

André Rosanvallon, 30 ans d'expérience de projets de développement au Sud, ancien consultant pour le PNUD, ancien Directeur du DESS « Gestion et dynamisation du développement » de l'Université Pierre Mendès-France de Grenoble, nous fait part de ses réflexions et points de vue sur la place du micro-projet dans le monde de la solidarité internationale.

Les micro-projets et l'aide au développement

Atouts et exigences

Les atouts et les mérites des micro-projets

Sans rechercher l'exhaustivité, on peut aisément en citer un certain nombre, tant en ce qui concerne la conception, que les conditions de mise en œuvre et/ou que l'évaluation de ce type de projet.

S'agissant de la phase de conception, l'un des atouts des micro-projets est qu'ils partent en général des besoins directement ressentis et exprimés par les bénéficiaires plutôt que d'appliquer des solutions directement ou indirectement imposées par les opérateurs extérieurs. Leur mérite est alors de faciliter l'inscription du projet dans les dynamiques des populations bénéficiaires, en partant de leurs desseins, de leurs envies, de leurs moyens et de leurs ressources. L'aide extérieure devenant alors complémentaire aux engagements et aux efforts propres des destinataires de l'aide plutôt qu'un substitut. Elle minimise ainsi les risques d'une aide « à côté de la plaque » et/ou de dépendance à celle-ci. De manière plus générale, l'un des mérites potentiels des micro-projets est d'autoriser une meilleure

intégration de projets d'aide dans leur contexte - dans la mesure où il s'agit du quotidien des acteurs impliqués - dans une perspective d'auto-promotion à partir des dynamiques endogènes, de valorisation et de renforcement des opportunités et des potentialités locales. Pour des raisons semblables, un autre mérite des micro-projets tient au fait qu'ils privilégient le recours aux technologies simples, plus facilement appropriables par les bénéficiaires, car plus appropriées à leurs compétences, tout en étant l'occasion pour ces derniers de s'initier et de se former sur le tas à ces innovations technologiques.

Les modalités de mise en œuvre et d'exécution des micro-projets sont elles aussi plus favorables. Ils respectent mieux les rythmes de cheminement des populations, étant moins soumis que les grands projets à la dictature du chronogramme et aux exigences propres des donateurs à la recherche de résultats immédiats. Ils autorisent ainsi une gestion plus souple, loin des automatismes simplificateurs du cadre logique et des carcans de budgets quasiment non modifiables (...) qui sont au cœur du modèle conventionnel de gestion des projets. Ils acceptent plutôt d'éventuels aller-retour dans une stratégie « chemin faisant » pour améliorer l'efficacité du projet en autorisant une adaptation permanente de celui-ci à l'évolution de son contexte, quitte à s'écarter de besoins et d'objectifs définis *ex ante*. Dans un micro-projet, il est par ailleurs plus facile pour les bénéficiaires de s'organiser pour être moins vulnérables, en faisant du projet un outil de socialisation et de cohésion sociale. Dans le cas où il n'existe pas d'organisations collectives pré-existantes, la conduite d'un micro-projet donne du temps aux populations pour qu'elles s'auto-organisent. Dans le cas contraire, le projet est un outil privilégié pour les renforcer en apprenant aux acteurs à travailler ensemble de manière solidaire. Dans tous les cas, en renforçant les relations de confiance entre

Un constat est quasiment unanime : la coopération internationale « ne marche pas ou marche très mal ». Pour les bailleurs de fonds internationaux, l'échec est le résultat des politiques mises en œuvre par les pays bénéficiaires. Ce qui justifie de leur part, la multiplication des conditionnalités de leur aide afin d'en garder la maîtrise. Pour les acteurs du terrain, qu'ils soient étrangers ou nationaux, le diagnostic est tout autre. Pour eux, la très faible efficacité de l'aide tient principalement à la manière dont sont exécutées et appliquées les politiques d'aide sur la base de grands projets. Les micro-projets sont-ils une alternative à ces échecs ? Si oui, quelles en sont les exigences ?

Les remises en cause de l'approche projet

« L'approche projet » a fait, ces dernières années, l'objet de très nombreuses critiques¹. De plus en plus « bannie » du langage du développement, la notion de projet est alors remplacée par la notion de programme ou par celle « d'opération d'aide au développement »². Dans le procès qui est fait à l'aide par projet, on insiste en général sur le fait qu'il s'agit de saupoudrages et d'un éparpillement d'initiatives autour d'interventions trop souvent ponctuelles, parfois contradictoires et manquant trop de cohérence entre elles pour impulser une dynamique de développement : « un parachutage et une accumulation de briques ne font pas une maison ».

Dans ce contexte, on est en droit d'en déduire que les micro-projets sont encore plus « condamnables ». En réalité, il faut se méfier de toutes les généralisations qui risquent de devenir rapidement des simplifications abusives. Il faut adopter une attitude à la fois plus prudente et plus empirique, en reconnaissant dans un premier temps les atouts et les mérites de ces micro-projets.



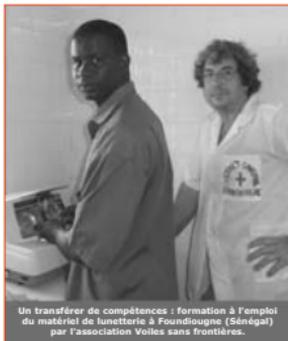
La valorisation du potentiel local par des formations de couture et de broderie avec l'association MaliSoleil.

les acteurs, il facilite l'appropriation par ceux-ci des effets et de l'impact du projet.

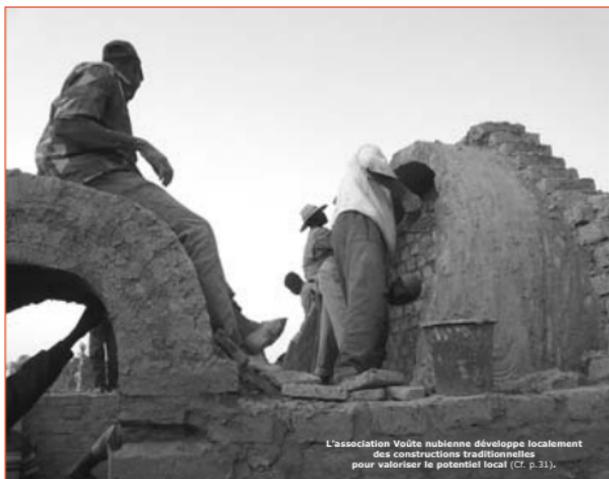
Quant à l'évaluation des effets de ces micro-projets, ils ont deux mérites en particulier. D'une part, d'améliorer les niveaux d'occupation de la population, en permettant de mieux mobiliser les forces de travail disponibles pendant les saisons de basse activité. Et, d'autre part, d'augmenter les revenus des populations bénéficiaires, participant ainsi à une réduction significative de la pauvreté. D'une manière générale, moins ambitieux dans leurs objectifs et plus simples dans leur exécution (du fait en particulier du moins grand nombre d'acteurs impliqués) que les grands projets, l'évaluation des micro-projets témoigne de leur plus grande efficacité (les résultats obtenus sont plus conformes aux résultats attendus) et de leur plus grande efficacité (en raison de leurs moindres coûts, compte tenu de l'importance des « investissements humains » des bénéficiaires sous la forme d'une participation en travail à l'exécution du projet).

Des atouts qui ne sont pas sans exigences

La concrétisation et la valorisation des atouts des micro-projets ne sont en rien automatiques, comme si ces atouts allaient de soi, comme s'ils étaient intrinsèquement rattachés à un critère de taille des projets. Ils sont conditionnels à la manière de gérer le projet. Or dans la réalité, la différenciation entre les projets n'est pas seulement entre les petits et les grands, mais entre ceux (petits et grands) qui s'inscrivent dans une logique d'offre des donateurs (qu'il s'agisse de bailleurs de fonds multilatéraux, bilatéraux, ou encore de certaines ONG et OSI) qui sont aujourd'hui très largement majoritaires,



Un transférer de compétences : formation à l'emploi du matériel de lunetterie à Foundiougne (Sénégal) par l'association Voiles sans frontières.



L'association Voûte nubienne développe localement des constructions traditionnelles pour valoriser le potentiel local (Cf. p.31).

et ceux qui s'inscrivent dans une logique de demande des populations bénéficiaires (qu'ils soient grands ou petits). La véritable alternative à la crise de la coopération internationale actuelle est dans le renforcement et la multiplication du nombre de ces derniers. Les micro-projets peuvent grandement y participer. Pour les micro-projets, cela passe par des exigences incontournables, au risque que leurs atouts potentiels ne restent que virtuels et surtout que les travers de l'approche projet (cf. ci-dessus) soient alors renforcés.

Parmi ces exigences, quatre sont principales :

- Aider les populations bénéficiaires à s'organiser collectivement, reconnaître et renforcer les organisations existantes en mettant en place des processus de co-apprentissage tout au long de la vie du projet.
- Accorder une attention particulière aux modalités de réalisation et de suivi du projet en privilégiant : le respect des rythmes d'endogénéisation et d'appropriation des effets du projet par les bénéficiaires ; une « programmation » plus indicative qu'impérative ; une démarche participative de suivi et d'évaluation ; le recours à l'innovation et à l'expérimentation dans le cadre d'une démarche de type recherche/action.
- Renforcer sensiblement le professionnalisme des intervenants (en terme d'acquisition et d'appropriation, de savoirs et de savoir-faire, mais aussi de savoir-agir et de savoir-être) pour en faire de véritables accompagnateurs,

plutôt que de bons « experts ».

- Anticiper et préparer l'après-projet en s'appuyant sur l'auto-évaluation du projet avant qu'il ne s'achève.

Pour des raisons de proximités humaines, sociales et territoriales, mais aussi en raison de l'existence de marges de manœuvres et d'autonomies plus grandes vis-à-vis des opérateurs étrangers, ces exigences sont plus aisées à satisfaire concrètement au sein de micro-projets. Elles sont ainsi plus aptes à renforcer l'approche projet en terme de demande.

Il convient alors de désigner les micro-projets comme un terrain favorable d'essai et d'expérimentation de nouvelles pratiques alternatives (d'où l'importance d'une capitalisation et d'un échange de ces expériences), avant leur diffusion aux autres projets quelle que soit leur taille. Ce qui revient alors à s'interroger sur les conditions et les modalités de mise en place de relations de complémentarité entre les grands et les micro-projets.

par André ROSANVALLON

Enseignant-chercheur retraité de l'Université Pierre Mendès-France de Grenoble.
Ancien Directeur du DESS « Gestion et dynamisation du développement ». Ancien expert et consultant du BIT et du PNUD.

1 - Dans la bibliographie sur ce thème, deux ouvrages sont fondateurs et toujours d'une grande actualité : Sahel : les paysans dans les marges de l'aide de M.-C. Gueneau et B.-J. Lecomte, Ed. L'Harmattan, 1998. Trouver des solutions aux problèmes de J.-D. Naudet, Ed. OECD, Club du Sahel, 1999.

CF. aussi : Apathie la dernière bande dessinée du GRAD (Groupe de réalisation et d'animation pour le développement), Ed. GRAD, 2010.

2 - Cf. : La gestion des opérations d'aide au développement manuael, en cours d'édition aux Ed. L'Harmattan, 2011.

Des formations organisées en collaboration avec les réseaux régionaux.

La multiplication des initiatives ne doit pas être découragée mais accompagnée, car la conception, la coordination, l'animation et l'évaluation des projets de solidarité internationale supposent un savoir-faire, une méthodologie que le non-initié risque d'éluider au détriment de la pertinence du projet. Des formations existent et sont organisées au sein réseaux d'appui à la solidarité internationale. Le RESACOOP et le CERCOOP évoquent ici la nature des formations animées par l'Agence des micro-projets pour les porteurs de micro-projets.

RESACOOP en Rhône-Alpes

Depuis 1994, RESACOOP (Réseau Rhône-Alpes d'appui à la coopération internationale) propose un appui concret aux acteurs régionaux de la coopération internationale, à travers des actions d'information, de formation, de suivi individualisé et de mise en réseau. En Rhône-Alpes, de nombreuses organisations - dont un tissu associatif dense et dynamique - sont actives dans ce domaine, mais certaines manquent parfois de méthodes et d'outils adaptés pour donner leur pleine efficacité aux micro-projets qu'elles cherchent à développer. Parce que l'amélioration des compétences et le partage d'expériences sont indispensables à la qualité des projets et à leur pérennité, RESACOOP propose une « panoplie » d'activités qui favorisent la réflexion et la rencontre.

Trois formations méthodologiques sont proposées par RESACOOP : « Concevoir un micro-projet » en partenariat avec La Guilde, « Monter un dossier de cofinancement » et « Établir un budget de cofinancement » en partenariat avec le CIEDEL (le Centre international d'études pour le développement local). Ces formations accueillent chacune entre 15 et 20 personnes, à raison d'une session minimum par trimestre. À l'image du public de RESACOOP, les participants ont des profils variés : ils sont bénévole ou salarié, viennent à titre individuel ou pour une association, sont technicien de collectivité territoriale, enseignant, infirmier... La diversité des projets reflète la richesse et la complexité de la coopération internationale d'où l'importance de rester à l'écoute des acteurs et de leurs partenaires.

Le programme de formation est conçu en fonction des besoins : il est complété par des formations thématiques (réfléchir au don de matériel médical, comprendre la micro-finance...) et vise à proposer un service de proximité en organisant des sessions au niveau départemental. Si ces formations courtes permettent aux acteurs d'acquérir et de développer des compétences propres au micro-projet, d'autres outils complètent le dispositif d'accompagnement : appui personnalisé au niveau méthodologique ou de la recherche de financement, organisation de réunions thématiques ou géographiques... Quelles qu'en soient les modalités, la rencontre entre porteurs de projet est à favoriser car elle permet la mutualisation des pratiques et constitue un temps privilégié pour mieux se connaître, voire collaborer sur le terrain. La mise en réseau est une opportunité pour tous de



Une réunion de travail à RESACOOP.

prendre conscience et de s'approprier les questions de légitimité (ou non) des actions, en dépassant l'horizon de son seul projet.

Au-delà des questions méthodologiques, concevoir un micro-projet c'est d'abord connaître et prendre en compte les contextes locaux et les politiques de développement mises en place dans le pays. La dimension interculturelle des projets demande une qualité d'écoute et une aptitude à remettre en question certains repères, certains acquis.

Aujourd'hui, les porteurs de micro-projet sont invités à se questionner sur cette dimension qui fait souvent partie de la

formation ou des rencontres proposées. L'augmentation du nombre de « restitutions » publiques (ou échanges publics) au retour de mission illustre sans doute ce besoin de mettre en commun, de partager, de réfléchir pour mieux agir.

Il est difficile d'évaluer la pertinence et l'efficacité d'un projet « là-bas » de par la complexité du terrain, des acteurs et des moyens à disposition... Par contre, l'intérêt d'une expérience de solidarité internationale n'est plus à démontrer « ici » ; les porteurs de projets acquièrent non seulement des compétences pour monter et mener à terme un projet, mais

ils développent aussi des qualités précieuses pour agir et réfléchir en tant que citoyen. Ces dynamiques d'engagement se reflètent au niveau d'un territoire, elles peuvent nourrir des réseaux associatifs, politiques ou économiques... Ces expériences s'inscrivent dans le projet de vie du porteur tant au niveau personnel qu'au niveau professionnel et favorisent son implication dans la vie citoyenne.

par Amélie RÉMINIAC
Chargée de communication à RESACOOP

www.resacoop.org

CERCOOP en Franche-Comté

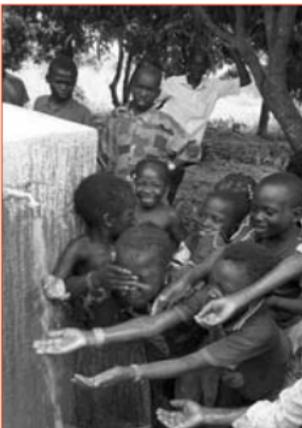
Dans les domaines de l'aide au développement et de la solidarité internationale, on peut distinguer les projets à artillerie lourde en termes de budget et de portée, et les micro-projets, d'ampleur locale, communautaire. Ces derniers sont souvent à l'initiative des populations locales et/ou des ressortissants qui cherchent à améliorer leurs conditions de vie en renforçant leurs capacités, en mettant en place des activités génératrices de revenus, des services ou des infrastructures (école, centre de santé, puits, forage...). Beaucoup de ces micro-projets sont financés, cofinancés ou appuyés par des personnes passionnées et de bonne volonté cherchant à faire de leur mieux. Toutefois, la bonne volonté ne suffit pas, il faut les capacités et les com-

pétences nécessaires pour permettre la bonne conduite d'un micro-projet. Sans quoi les solutions envisagées pour les populations locales pourraient se transformer en complications, en nouveaux problèmes et engendrer des frustrations partagées. Par conséquent, la mise en œuvre d'un micro-projet doit être bien réfléchi en amont et en aval, car il a un impact sur le quotidien des populations locales, tant du point de vue culturel, socio-économique que politique.

Il est primordial que les porteurs apprennent à s'interroger sur le sens et l'impact de leur action, à gérer leurs projets, à répondre aux bailleurs, à communiquer, à pérenniser leur action, à se confronter aux différences culturelles, etc. « Le chemin

est long du projet à la chose ! » (Molière) D'où la nécessité de se former, de rencontrer des professionnels, d'échanger et de partager avec d'autres acteurs qui travaillent dans le même domaine ou le même pays, dans l'optique d'améliorer la qualité des actions. À ce titre, le CERCOOP Franche-Comté - qui est un réseau régional d'échange, d'appui et de concertation multi-acteurs pour la coopération internationale - propose un accompagnement aux acteurs franco-comtois, via, entre autres, l'information, l'appui/conseil et les formations.

Yvonne Mete-Nguemeu, Présidente de l'association Centrafrique sans frontières agissant dans le domaine de la lutte contre l'exclusion des femmes atteintes



Bornes fontaines réalisées dans le cadre du projet d'éducation d'eau de Sambohitra au Burkina Faso.



du sida dans ce pays, témoigne de l'impact de l'accompagnement proposé par le CERCOOP Franche-Comté, en ces termes : « Durant quelques années, je ne comprenais pas certaines réponses négatives suite à mes demandes de subvention. Mais au fur et à mesure des sessions de formation (organisées en partenariat avec l'Agence des micro-projets de La Guilde européenne du raid), j'ai compris que le plus important n'est pas d'avoir le désir d'aider son prochain, [...] mais d'apprendre à trouver les bonnes solutions à ces situations de détresse et pour cela il y a des formateurs compétents dans des structures, capables de nous apprendre à structurer nos projets ».

Le CERCOOP Franche-Comté favorise aussi la concertation et la recherche de

synergies entre acteurs franc-comtois. Jean-François Guyonneau, Président de l'association Besançon Doubs Samogohiri, investie dans l'accès à l'eau dans un village burkinabè, explique : « Les conseils de nos interlocuteurs, le réseau relationnel que nous avons bâti avec eux et les autres associations confrontées aux mêmes éventuelles difficultés dans la conduite de nos actions [...], ont permis sans aucun doute la réussite de notre programme, sa poursuite et sa pérennisation. »

Dans le cadre des micro-projets, comme dans tout projet de développement, le travail d'écoute, d'échange et de dialogue avec les partenaires tout au long du projet, d'études, de formation, de suivi, est un travail de longue haleine,

et les porteurs de projets pourraient s'appuyer sur les ressources à leur portée, comme les réseaux régionaux multi-acteurs pour la coopération internationale. En France, il en existe une dizaine parmi lesquels : LIANES COOPÉRATION (Nord Pas-de-Calais), MEDCOOP (Provence-Alpes-Côte d'Azur), RESACOOP (Rhône-Alpes), CAP COOPÉRATION (Aquitaine), HORIZONS SOLIDAIRES (Basse-Normandie), CENTRAIDER (Région Centre), CERAPCOOP (Auvergne)...

par Vanessa CAMPAN
Chargée de mission à CERCOOP
Franche-Comté

www.cercoop.org



Ci-dessus : Travaux du projet d'adduction d'eau de Samogohiri au Burkina Faso.

Ci-contre : Jean-François Guyonneau et les habitants de Samogohiri devant une borne fontaine du projet d'adduction d'eau.

Parmi les centaines de projets dotés ces dernières années, par l'Agence des micro-projets de La Guilde, quelques lauréats témoignent ici de leurs réussites, de leurs défis et de leurs perspectives en tant qu'acteurs du développement.

Semer le développement

Graine de développement appuie l'organisation et la réalisation de projets au Togo.

La jeune association « Graine de développement » participe au développement des pays du Sud en accompagnant des associations locales dans leurs projets, en leur apportant une organisation et des solutions d'autofinancement, par le biais d'une action conjointe de bénévoles en France et de volontaires internationaux.

Les membres de l'ONG togolaise S.A.D. (Solidarité Afrique développement) que nous avons rencontré ont créé leur association pour venir en aide aux populations démunies de la préfecture de Tchamba au Togo. Malgré la volonté et l'altruisme de ses membres, le manque de financement, de moyens matériels et d'organisation ne leur permettait pas de mener une action d'envergure ayant un impact significatif. Pourtant l'ONG S.A.D. est à ce jour la seule ONG locale ayant son siège dans la préfecture de Tchamba, à lutter pour le bien-être et le développement de ses populations.

Un inventaire complet des ressources et besoins

Sur ce terreau fertile à de nouveaux projets, nous avons commencé par recenser les besoins et les problèmes, les ressources humaines et matérielles de l'association locale, autant que les actions déjà menées par le passé. Cela a permis d'avoir une vision plus précise de l'aide que nous pouvions apporter. Notre constat était que la mise en œuvre des projets de S.A.D. nécessitait une meilleure organi-



sation et de nouveaux moyens. Nous allons les aider autour de quatre thématiques prioritaires : accès à l'eau, protection de l'enfance, hygiène et environnement.

Un programme d'accès à l'eau soutenu par l'Agence des micro-projets de La Guilde

La plupart des villages de brousse de la préfecture de Tchamba n'ont qu'un accès restreint à l'eau. Un accès souvent limité à des cours d'eau (dans le meilleur des cas) mais le plus souvent réduit aux eaux stagnantes. Le manque d'hygiène et de moyens pour traiter l'eau expose ces populations à de nombreux problèmes de santé. Le programme proposé par Graine de développement prévoit notamment la construction de nombreux puits, la production décentralisée de chlore pour la désinfection de l'eau de consommation et des campagnes hebdomadaires de sensibilisation sur les maladies liées à l'eau. Grâce à la participation de La Guilde et d'une autre fondation, cinq puits seront construits et trois catalyseurs seront installés début 2011.

Un projet d'orphelinat et un programme de reforestation est en cours

Le trafic d'enfant est un fléau qui sévit malheureusement dans cette région d'Afrique de l'Ouest. L'ONG S.A.D. a fait

de ce combat une de ses priorités. Graine de développement souhaite fournir, dès 2012, une structure d'accueil pour les enfants victimes de ce trafic et finalise actuellement une pré-étude (technique et fonctionnelle) pour la création d'un orphelinat.

Un programme de reforestation va permettre de boisier plusieurs hectares de forêt par an et de fournir à long terme des recettes à l'ONG S.A.D. Ce programme est désormais élaboré, et nous cherchons actuellement des financements pour le mettre en œuvre.

Sur le chemin de l'autonomie

C'est certainement le projet le plus fondamental pour la pérennité, à long terme, de notre action : conduire le partenaire à l'autosuffisance financière et à l'autonomie dans la gestion des projets actuels et futurs. Une fois les solutions d'autofinancement apportées, il nous faudra mettre en place une comptabilité transparente et nous assurer de la bonne utilisation des recettes (qui devront être, redistribuées pour d'autres projets de l'ONG locale). Ces recettes serviront aux salaires du personnel, qui rend possible ce projet.

par Stéphane DESMET
Président de l'association Graine de développement

www.grainededeveloppement.fr



Une femme puisant de l'eau au Kambol.

Rencontre entre Beoneema et Solifaso

Deux associations en faveur des enfants et des femmes du Burkina-Faso.

L'association strasbourgeoise Beoneema, qui en langue mossi signifie « meilleurs lendemains », soutient l'association burkinabè Solifaso de Ouagadougou dans toutes ses missions.

L'éducation, axe indispensable au développement d'un pays et à la lutte contre la pauvreté, constitue une de nos principales missions. Depuis 2006, le centre de formation Solifaso dispense un enseignement quotidien aux enfants orphelins ou issus de familles défavorisées. Il accueille régulièrement de nouveaux enfants dont les parents ont trouvé un emploi ailleurs. Aujourd'hui, 188 enfants déscolarisés de 2 à 6 ans participent aux activités pédagogiques et culturelles de Solifaso et depuis septembre 2010, 35 bébés de moins de 2 ans sont en garderie et à la cantine.

Pour les enfants de plus de 6 ans, l'association jumelle française Beoneema propose le parrainage d'enfants pour financer leur scolarité dans une école privée. C'est un engagement solidaire qui s'inscrit dans la durée permettant l'accompagnement d'un enfant tout au long de sa scolarité. Il lui permet de devenir un adulte autonome, responsable de sa vie et de son développement, lui donne les moyens de se préparer un meilleur avenir. Aujourd'hui 22 enfants ont la chance d'être parrainés.

La promotion de la culture africaine que la population commence à oublier est une de nos préoccupations. Les enfants du centre Solifaso suivent des cours de théâtre, de musique et de danse dans cette perspective afin de faire perdurer leurs racines culturelles.

En réponse au succès du centre Solifaso, la ville de Ouagadougou a offert à l'asso-



Le centre de formation Solifaso à Ouagadougou.

ciation, en 2009, un terrain d'un hectare pour construire un nouveau centre de formation qui pourra accueillir 100 enfants de plus. La première phase des travaux, après obtention, non sans difficulté, du permis de construire, prévoit la réalisation de trois salles de classe, le forage d'un puits et la constitution d'une réserve d'eau. Cet été, lors d'un stage de danse et de percussions africaines organisé par Beoneema, les participants ont aidé à la fabrication de 2 000 briques pour le mur d'enceinte du futur centre.

La formation de 43 femmes isolées ou délaissées est une autre mission de l'association. Véritables piliers de la famille, ce sont elles qui subviennent aux besoins de leurs enfants et le centre Solifaso leur offre la possibilité de se former à un métier : couture, tissage, fabrication de beurre de karité, de bijoux. Grâce à ces compétences, accéder à une autonomie financière ou compléter le revenu du foyer leur sera plus aisé.

Mission de sensibilisation aux femmes également, car malgré des lois les inter-

disant, elles subissent encore le mariage forcé et l'excision. Elles sont aussi les premières victimes du sida.

En France, Beoneema dispense de nombreux cours de danse et de percussions africaines en Alsace pour ses 105 membres dont les bénéficiaires sont reversés au centre Solifaso. Des stages ont lieu régulièrement dans la France entière, mais aussi en Afrique occidentale lors des vacances scolaires (Burkina-Faso, Sénégal).

L'association communique également en participant et animant des spectacles africains avec la troupe d'artistes burkinabès Faso clown (musique, danse, chants traditionnels, théâtre et marionnettes).

par Christine HINTERLANG
Présidente de l'association Beoneema Europe-Afrique

www.solifaso.com



La classe des enfants de 4 à 6 ans.



Le terrain offert par la municipalité de Ouagadougou et la fabrication de briques pour le futur mur d'enceinte.

Aider les jeunes de Tegucigalpa

Paris-Tegu a construit un centre culturel dans la capitale du Honduras.

Petite structure implantée localement, depuis sa création en 2006, l'ONG Paris-Tegu a pour mission de mener des projets éducatifs et socioculturels, pour la protection et le développement de la jeunesse défavorisée de Tegucigalpa.

Le Centre culturel Art & Amitié (CCAA) : une maison de la jeunesse et de la culture à Tegucigalpa

Au Honduras, il existe très peu d'établissements à caractère éducatif, culturel et artistique à destination des jeunes, et encore moins à destination de ceux dont les revenus économiques sont très modestes ou qui sont en situation d'exclusion. C'est pour cela que l'ONG Paris-Tegu a ouvert, en janvier 2009, le CCAA. Ce centre accueille aujourd'hui une centaine de jeunes, âgés de 13 à 20 ans et propose des enseignements gratuits organisés en 5 pôles :

- **Le pôle artistique et culturel** : cours de chant, théâtre, danse et arts visuels.
- **Le pôle éducatif** : ateliers de soutien scolaire.
- **Le pôle citoyenneté** : programme de formation de jeunes leaders et réalisation d'un travail bénévole des jeunes en milieu scolaire.
- **Le pôle action sociale et prévention** : réalisation de campagnes de sensibilisation et d'ateliers d'éducation à la santé, accompagnement social des jeunes et de leurs familles, espace d'écoute et d'orientation au sein du CCAA.
- **Le pôle lien social et intégration** : création du programme « Grandissons avec nos adolescents » (pour accompa-

agner les parents dans l'éducation de leurs enfants), création de l'espace de socialisation « Secteur jeune », géré par les jeunes, au sein du CCAA (pour favoriser l'émergence de nouvelles initiatives).

La Guilde soutient la campagne de prévention : « Con-Tacto avec les jeunes »

Consciente de l'accès réduit des adolescents à l'information en matière de santé sexuelle et reproductive (grossesses non désirées, VIH...) Paris-Tegu a lancé, il y a plusieurs mois, sa campagne d'information et de formation : « Con-Tacto avec les jeunes » pour former les jeunes à une sexualité saine et responsable. Pour mener à bien sa mission, l'ONG a proposé des activités conçues pour éduquer et impliquer les jeunes du CCAA, tout en les encourageant à jouer un rôle actif au sein de leur communauté respective :

- **Formation à une sexualité saine et responsable.** Les jeunes du CCAA ont reçu 20 heures de formation afin d'améliorer leurs connaissances et de réduire les tabous et les mythes entourant la sexualité.
- **Formation de « promoteurs » en santé.** Ils ont ensuite reçu 10 heures de formation pour qu'ils soient capables – par le biais d'activités pédagogiques – d'informer et d'encourager d'autres jeunes à adopter un comportement sexuel responsable.

- **2000 kits pédagogiques** ont été créés pour être distribués dans les collèges.
- **Ateliers de création artistique sur les thèmes de la campagne.** Accompagnés de leurs professeurs, les élèves du CCAA ont créé leur propre spectacle composé de chorégraphies, de chansons, d'une petite pièce de théâtre et de peintures murales dans le but de sensibiliser la population.
- **Sensibilisation de plus de 2000 jeunes.** Au cours des mois de septembre et d'octobre 2010, les jeunes « promoteurs » en santé ont réalisé des activités d'information et de sensibilisation dans six collèges de Tegucigalpa.
- **Renforcement des compétences de l'ONG.** Le personnel de Paris-Tegu a bénéficié de plusieurs formations sur le thème de la campagne.
- **De nombreuses actions de communication** ont été menées dans le but de toucher et d'informer un large public (interventions à la radio et à la télévision, distribution de kits pédagogiques...).
- **Coordination avec les centres de santé.** En accord avec le ministère de la santé, le personnel du centre a été autorisé à orienter les jeunes – sans lettre d'un médecin – vers les services de santé adaptés.

par Isabelle CHALVIGNAC
Chargée de communication

www.paris-tegu.org



CI-dessous : Le CCAA : une maison de la jeunesse et de la culture à Tegucigalpa.
C-contre : Des sessions ludiques et interactive de prévention et « Con-tacto » pour former les jeunes à une sexualité saine et responsable.

Macha'K wayra synergie Bolivie

Pour tisser l'avenir renforçant les capacités des femmes en techniques d'artisanat traditionnel.

Un vent nouveau souffle sur la province J.-M. Pando, depuis que Macha'K wayra (qui signifie « vent nouveau » en langue Aymara) met en place avec les écoles, les centres de santé et les centres d'éducation alternative, des projets qui visent à améliorer les conditions de vie des plus jeunes et des plus âgés.

L'association s'est constituée autour de plusieurs professionnels de santé, d'étudiants, de retraités, d'enseignants... et d'une famille franco-bolivienne dont le chef est né à Santiago de Machaca (la préfecture de la province). À la triple frontière avec le Pérou et le Chili, la province J.-M. Pando se caractérise par une plaine aride (*altipampa*) bordée de reliefs plus accentués (des pics à plus de 5 000 m) et un climat qui paraît hostile et sans potentiel. Pourtant de grandes civilisations y ont un jour élu domicile avec des réalisations architecturales et des modes d'organisation sociale qui étonnent encore scientifiques et chercheurs du monde entier.

Dans le respect et la promotion de ce patrimoine culturel, Macha'K wayra développe (avec les autorités locales, des partenaires associatifs et privés) des opérations de développement centrées sur l'accès aux services de base (santé, éducation) et de développement économique local. Sur ce territoire (où 98% des



L'ensemble du matériel de tissage et de filage, doté l'année 2010, pour les centres d'éducation alternative.

7 000 habitants de la province vivent sous le seuil de pauvreté, une majorité d'entre eux faisant partie de ce fameux milliard de personnes avec moins d'un dollar par jour pour vivre) les potentialités réelles de la région se voient durement affectées par un exode rural et l'émigration des jeunes. Durant l'année 2009, sur les 33 bacheliers sortis du lycée « Litoral », 33 ont rejoint La Paz, l'Argentine ou le Brésil. Dans ce cadre, Macha'K wayra a mis en place, dans ses premières années d'existence, des projets tournés vers l'amélioration des conditions d'enseignement : des dotations de fournitures scolaires, d'équipement de laboratoires de chimie des lycées et d'accès aux soins (équipement d'un centre de santé très reculé et lancement de l'opération 5 000 lunettes pour l'altiplano en 2009). Depuis, des partenariats émergents avec les autorités locales et nationales ont permis de développer des projets de pérennisation et notamment le projet « Tisser l'avenir » doté en 2010 par l'Agence des micro-projets.

Ce projet recherche le renforcement des capacités d'artisanes couturières, en se reposant sur un partenariat avec des centres d'éducation alternative issus d'initiatives gouvernementales récentes, qui cherchent à revitaliser le tissu productif

bolivien en zone rurale. Ce sont donc six centres qui seront dotés de matériel de tissage et de filage de la laine d'alpaca, de façon à améliorer les qualités et les capacités productives d'environ 100 femmes et familles. La formation sera assurée par des professeurs assignés par le Ministère de l'éducation et débouchera sur l'obtention de diplômes de techniciens. La consolidation d'une coopérative de femmes artisanes par la recherche de débouchés est partie intégrante du projet.

En 2011, et en partenariat avec l'association Bolivia Inti, va être mis en place un projet de dotations de fours solaires bénéficiant à 40 communautés. Cela devrait permettre d'éviter le recours aux bouteilles à gaz, qui sont d'un coût très élevé.

Petit à petit, les relations entretenues avec les bénéficiaires (acteurs de leur propre développement) permettent la réalisation complète de notre dogme qui est aussi le nom de notre association : « Macha'K wayra synergie Bolivie ».

par Kevin WORTHINGTON
Responsable de projet pour l'association
Macha'K wayra synergie Bolivie

www.machakwayra.com



Ci-dessus : L'opération 5000 lunettes pour l'altiplano : la mesure de l'acuité visuelle d'une adolescente.
Ci-contre : La construction d'une Wallpija (une serre semi-souterraine traditionnelle) par les habitants de Palurumani Grande, Bolivie.



L'Orme et l'eau au Maroc

L'alimentation en eau potable de douars défavorisés

Créée en 1995, l'Orme (association reconnue d'intérêt général à caractère humanitaire et social) œuvre depuis cinq ans afin de faire bénéficier des villages défavorisés du Maroc d'un accès à l'eau potable. Son action s'inscrit dans le cadre des objectifs du millénaire pour le développement. À ce jour onze villages ont bénéficié de cette coopération, soit environ 10 000 personnes.

Notre méthodologie est conçue sur les principes suivants :

- Accord de coopération entre des collectivités publiques françaises et communes de rattachement des villages où nous intervenons.
- Convention de partenariat avec les douars (les bourgs), qui s'engagent à participer au projet (main-d'œuvre), à gérer l'eau et les équipements d'exhaure et de distribution, à établir une redevance pour l'eau consommée, à constituer une trésorerie pour la maintenance.
- Accord et appui de l'administration provinciale marocaine.
- Les travaux sont exclusivement réalisés par des entreprises locales que l'Orme paie directement sans intermédiaire. Le coût d'une alimentation en eau potable (AEP) se situe entre 35 000 et 50 000 euros, financé à 65% par l'Agence de l'eau Adour-Garonne.

Les travaux consistent à réaliser des forages, à creuser des puits, à alimenter électriquement l'unité de pompage (alimentation réseau ou photovoltaïque). Dans tous les cas, le village bénéficie d'un château d'eau et chaque foyer est raccordé au réseau de distribution avec un compteur de relevage.



Le réservoir de Taghit Aïf.

Au 30 décembre 2010, onze villages bénéficiaient de l'eau potable dans chaque foyer. Environ 10 000 personnes ont vu leurs conditions de vie s'améliorer de manière considérable. Finies, pour les femmes et fillettes, les épuisantes corvées d'eau à l'oued et à la rigole d'irrigation, situés à un ou deux kilomètres. Cela a permis d'éradiquer les diarrhées chroniques et autre maladies hydriques, et par conséquent, de diminuer la mortalité infantile. Avec l'amélioration des conditions de santé, on a vu émerger de nouvelles dynamiques, des initiatives de créations d'activités génératrices de revenus et une demande croissante dans le domaine de l'éducation.

L'Orme accompagne ces demandes en initiant des programmes d'alphabétisation des femmes et des jeunes filles. Ces programmes sont réalisés par de petites

associations locales travaillant à la promotion des femmes des zones rurales, et nous les aidons à s'organiser.

L'appui à des activités génératrices de revenus se concrétise par une action de développement de l'élevage de chèvres laitières, au bénéfice de femmes veuves sans ressource.

Il y a encore un milliard quatre cent millions de femmes, d'enfants et d'hommes qui, dans le monde, tentent de survivre sans eau potable et sans aucun assainissement de base. En 2011, trois nouveaux projets seront pris en charge : 3 500 personnes qui espèrent notre solidarité. Que tous ceux qui considèrent que l'accès à l'eau potable est un droit fondamental n'hésitent pas à nous rejoindre sur notre site internet...

par Philippe LHERBIER
Président de l'Orme

www.lorme.org



Édification d'un des châteaux d'eau.



L'eau au robinet.

Les jardins maraîchers de l'OICD

La création et l'exploitation de jardins maraîchers dans le village de Sido, région de Sikasso au Mali.

Le projet que présente ici l'OICD (l'Organisation internationale pour la coopération et le développement) répond à une demande de notre partenaire malien APFER (Association pour la femme et l'enfant rural) avec lequel nous menons des actions depuis 2006.

Ce projet particulier vise à :

- Lutter contre la pauvreté en améliorant les revenus des membres de groupes féminins économiquement défavorisés de la commune rurale de Sido.
- Lutter contre la malnutrition et contribuer à l'auto-suffisance alimentaire en initiant ces femmes à transformer et conserver le surplus pour assurer la sécurité alimentaire pendant la période de soudure (de juillet à septembre).
- Contribuer à l'autonomie des femmes bénéficiaires, en favorisant la maîtrise de leurs activités.
- Renforcer leur solvabilité et leurs capacités d'épargne vis-à-vis de leur réseau d'épargne-crédit (BEREBEN).

L'OICD privilégie toujours les projets qui développent la responsabilité, l'équité et le respect de l'environnement. Nos projets concernent en priorité les jeunes et les femmes car :

- Une grande majorité des femmes des pays où nous intervenons n'ayant pas eu l'opportunité d'aller à l'école, leur demande première est d'apprendre à



lire et à écrire. Une fois les femmes alphabétisées, l'expérience montre qu'elles soutiennent ardemment la scolarisation de leurs filles.

- Leurs désirs portent également sur le développement d'activités leur permettant d'avoir des revenus (AGR) et d'améliorer ainsi les conditions de vie de leurs familles.

Pour y parvenir nos actions reposent sur des formations qui les aideront à mieux se débrouiller dans la vie de tous les jours :

- Techniques de maraîchage qui leur permettront d'exploiter des parcelles de terre, jusque-là non cultivées, en jardins maraîchers, en favorisant la promotion des produits de l'agriculture locale.
- Techniques de conservation des denrées qui serviront à mettre en place un magasin coopératif offrant un meilleur approvisionnement des populations tout au long de l'année.
- Apprentissage de la gestion à l'aide d'une méthode adaptée à un public peu (ou pas) alphabétisé qui sera utile pour la bonne marche de la centrale d'achat dont les bénéficiaires serviront à rembourser les emprunts souscrits.
- La formation à l'organisation en groupes coopératifs qui aidera au bon fonctionnement du groupe sans lequel rien n'est possible.

Afin d'assurer la démultiplication et la pérennisation des enseignements nous formons des responsables qui s'engagent à former, à leur tour, les bénéficiaires

de base. L'accompagnement et les aides techniques et financières rendent possibles le forage de puits et l'encadrement technique de la production et de la commercialisation. Sur place, le projet est mené par l'association malienne APFER avec laquelle nous travaillons depuis plusieurs années. Il est soutenu par l'Agence de micro-crédits malienne BEREBEN. En France, le projet est financé par le Conseil régional de Midi-Pyrénées, l'Agence des micro-projets de La Guilde. Mais une demande de financement supplémentaire, pour transmettre les formations à l'ensemble des femmes de la zone (emprunteuses à Berében), a été déposée auprès de la fondation Raja.

par Nicole BOUCHOU
Secrétaire de l'OICD
qui assure le suivi
et l'évaluation du projet.

<http://oicd.org.fr>



Des étudiantes bénéficiaires dans les cours d'alphabétisation.

Une école du bois au Cambodge

L'association Sourires aide au développement de la formation professionnelle.

L'association Sourires a pour objet de venir en aide à toute personne en situation de vulnérabilité dans les pays en développement et notamment au Cambodge.

Elle s'implique, depuis 2008, dans le projet ambitieux de création d'une école de formation professionnelle dans le domaine du bois au Cambodge. Plus largement, cette école agréée par le Ministère de l'emploi et de la formation professionnelle, en juin 2010, créera un précédent et permettra le redémarrage de la formation professionnelle dans ce pays.

En 2009, les premières missions de Sourires au Cambodge avaient pour but la construction et l'aménagement de l'atelier de menuiserie. L'atelier est équipé de machines collectées en France chez des menuisiers qui ont consenti à nous céder du matériel.

En 2010, Sourires a poursuivi ses investissements en matériel avec l'expédition de trois nouvelles machines et a réalisé un système de filtration d'eau.

Les projets futurs, à l'horizon 2013-2014, amènent à réfléchir sur l'opportunité d'étendre le secteur d'intervention de l'école aux différents champs du bâtiment : la charpente, la maçonnerie, la plomberie, l'électricité.

Au mois de février 2011, une équipe de cinq bénévoles, se rendra sur place, avec pour mission de lancer la construction d'une école cambodgienne (*sala*) et d'un

séchoir à bois, d'assurer la formation continue des enseignants cambodgiens, de finaliser l'écriture du référentiel professionnel du diplôme de menuiserie et d'assurer le démarrage de la coopérative de menuiserie.

Ce nouveau bâtiment aura deux fonctions. D'une part, l'aménagement d'un laboratoire de langue française qui utilisera les nouvelles technologies et nous permettra de pouvoir tisser des liens entre des lycées français et l'école du bois au Cambodge et, d'autre part, l'installation une salle de classe destinée à l'enseignement de la technologie lié au métier du bois.

Actuellement, l'association s'implique également dans un projet de création de livre de contes du Cambodge. Ce projet fédérant plusieurs établissements scolaires français et cambodgiens a pour but la lutte contre l'illettrisme au Cambodge. Il consiste en la création d'un livrophone (livre et cd audio) dont le sujet est un conte populaire cambodgien, écrit en Français et en Khmer. Il a été imaginé par les élèves de l'école du bois à Kompong Speu (Cambodge), puis sera réalisé début



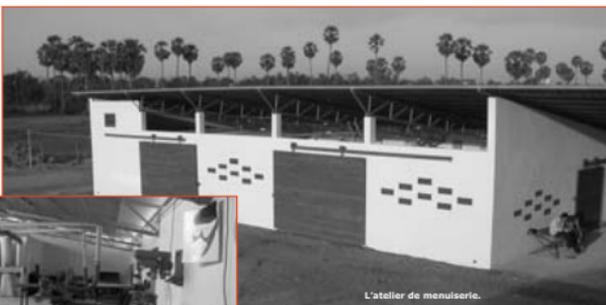
Première promotion d'élèves sortie en juin 2010.

2011 par les étudiants DUT SRC (mise en page) et Licence Pro TAIS (Audio-visuel) de l'université d'Allier. Il sera ensuite imprimé en 1 500 exemplaires par les élèves en impression du lycée professionnel à Romagnat. Le 24 février 2011 aura lieu la journée de lancement du livre dans les locaux du Pôle Lardy à Vichy. Le but de l'opération est : un livre vendu en France, deux livres distribués au Cambodge.

par Denis BRUNET
Président de Sourires.

et Virginie SALMIN
Secrétaire de Sourires.

<http://Sourires-association.blogspot.com>



L'atelier de menuiserie.



Vue générale de l'école de menuiserie et de l'atelier (1) - Dessus : L'intérieur de l'atelier de menuiserie.

Orange fleurs d'espoir au Vietnam

Deux ateliers d'artisanat pour la formation et l'insertion des jeunes handicapés à Nha Trang.

Créée en mars 2008, Orange fleurs d'espoir veut contribuer à une meilleure prise en charge des jeunes handicapés, sur le plan de la santé, de l'éducation, de la formation professionnelle, du développement personnel et de l'insertion.

À Nha Trang, le centre de rééducation fonctionnelle et d'éducation des enfants handicapés a une équipe compétente, formée par Handicap International et une directrice très dynamique. Il soigne, éduque et apprend un métier aux jeunes handicapés. À sa demande, nous avons financé, en septembre 2008, un atelier de fleurs artificielles. En novembre 2008, nous avons invité la directrice à venir à Paris rencontrer nos partenaires et visiter des centres d'aide par le travail. Après ce séjour, nous avons décidé ensemble d'ouvrir deux nouveaux ateliers qui développent, eux aussi, l'habileté manuelle et la créativité artistique tout en assurant des revenus : un atelier de poterie et un atelier de couture.

Grâce à une dotation de La Guilde et de l'Agence française de développement, des subventions du Conseil régional d'Ile-de-France, du Conseil général du Val-de-Marne, de la Ville d'Ivry, des dons privés et les ventes d'artisanat, les deux ateliers ont été construits et équipés avec du matériel acheté sur place et ont ouvert en septembre 2009. Ils sont animés par deux membres d'AGIRabcd qui ont déjà effectué des missions au Vietnam : une potière-ergothérapeute et une formatrice en couture. Deux stagiaires ergothérapeutes les secondent pour imaginer les gestes, les postures thérapeutiques et adapter les outils. Elles vont former l'équipe vietnamienne composée de deux responsables d'ateliers et deux éducateurs spécialisés. Onze jeunes filles mal-



Brigitte Euverte, de l'association AGIRabcd, forme à la couture l'équipe du centre de rééducation de Nha Trang.

entendantes, de 17 à 23 ans, suivent la formation en couture quatre jours par semaine. Neuf garçons et douze filles de 14 à 19 ans apprennent la poterie trois jours par semaine. Parmi eux, treize malentendants, six handicapés mentaux et deux polyhandicapés.

Après deux mois, les enseignants, les éducateurs et les élèves de l'atelier de poterie savent faire des vases, des portes-savons, des pots qu'ils émaillent et qu'ils vendent aux hôtels et aux restaurants de la ville. L'atelier de couture produit des sacs de couchage, des porte-monnaie, des étuis à lunettes ou à téléphones mobiles, des tuniques achetées par les familles, les amis et partenaires du centre. Les seuls points faibles sont la qualité du tissu (Nha Trang offre peu de choix) et les couleurs parfois trop vives.

Pour faire connaître aux deux responsables vietnamiennes d'autres techniques et le « goût français », nous les avons invitées en octobre 2009 pour un stage de deux mois au centre Ménilmontant de l'UNAPEI qui possède un atelier de poterie et un atelier de couture. Ce stage a été bénéfique. Nha Trang vend maintenant au Vietnam, en France et aux USA. Les

débouchés restent insuffisants. Mais nous prospectons les boutiques de commerce équitable pour pérenniser le projet et payer les jeunes apprentis.

Une volontaire ergothérapeute (venue en stage l'an passé) est partie pour un an en septembre 2010 renforcer l'appropriation locale du projet, former toute l'équipe aux



Notre VSI ergothérapeute soignant l'enfant tout en faisant participer sa mère.

techniques de l'ergothérapie (fabrication d'outils, de mobilier et de jeux adaptés). Elle a monté un spectacle qui a redonné du bonheur et de la fierté aux jeunes, aux parents et aux éducateurs. Avec elle, une jeune photographe est venue créer un atelier photographique avec des appareils offerts par Kodak France. Avec l'aide de l'association, elle va monter un atelier de peinture sur soie, de foulards et un jardin d'éveil pour les enfants de 3 à 7 ans. La potière-ergothérapeute d'AGIRabcd reviendra durant deux mois, en avril 2011, pour clore la formation et effectuer l'évaluation finale.

par Xuan Phuong NGUYEN
Présidente d'Orange fleurs d'espoir



Khoan, le responsable vietnamien de l'atelier de poterie encadre les jeunes handicapés. André Chapon, ergothérapeute d'AGIRabcd, soigne les jeunes handicapés par le travail de la terre et l'expression artistique.

<http://projaide.cg94.fr/orange-fleurs-d'espoir>

Une savonnerie au Burkina Faso

L'association « À travers les montagnes » appuie les femmes de Koubri pour leur autonomie.

Dans le cadre de son partenariat avec le groupement burkinabè ASK, l'association À travers les montagnes s'est rendue à Koubri, cet été 2010, pour la création d'une savonnerie. Formations, aménagement d'un local, achat de matières premières et définition des perspectives d'évolution ont jeté les bases de ce nouveau projet.

Depuis 2004, À travers les montagnes est engagée dans un partenariat technique et financier avec un groupement burkinabè : l'association Songtaaba de Koubri. Cette collaboration a abouti à la mise en œuvre en 2008 d'un premier projet : le CFPM (centre de formation et de production à la menuiserie) aujourd'hui en phase d'auto-nomisation.

Face à la motivation des différents acteurs et pour répondre à une forte demande locale, un deuxième projet a naturellement vu le jour au sein de ce même village : la création d'une savonnerie. Historiquement, une savonnerie avait déjà fonctionné à Koubri. Cependant, le manque de savoir faire, la mauvaise qualité des matières premières, l'absence d'équipement adapté, la concurrence d'autres savonneries de Ouagadougou, une mauvaise gestion des stocks et de la trésorerie ont entraîné la fermeture de la structure en 2006.

La démarche mise au point pour relancer cette activité s'est déroulée en deux temps.

En 2009, une première action d'accompagnement a permis de motiver et de mobiliser les futurs acteurs du projet en identifiant les causes de la fermeture de la savonnerie. Le cadre et les objectifs de la nouvelle savonnerie ont ainsi pu être définis : former les femmes pour leur



Le groupe de la savonnerie.

permettre de fabriquer du savon d'excellente qualité, de gérer correctement leurs stocks et leur budget, de leur permettre de générer des revenus pour leurs foyers, dégager des bénéfices suffisants pour assurer la rémunération, le fonctionnement et le rachat des matières premières.

En août 2010, À travers les montagnes a pu réunir les fonds nécessaires à la mise en œuvre de la deuxième phase du projet : Sophie Balent, responsable des projets de développements de l'association, se rend de nouveau sur place pour inscrire le groupe de sept femmes à la formation « Gestion et production de savons » de l'association Wootar. Tout en veillant au bon déroulement de cette formation, elle a organisé la réfection et l'aménagement du cadre de travail, l'achat des équipements nécessaires à la saponification et à la vente. Elle a également mené avec le groupe de femmes une réflexion sur les stratégies de vente et de marketing en les accompagnant sur les méthodes de gestion des stocks, du suivi d'un budget et d'un système de rémunération participatif.

Concrètement, selon le prévisionnel mensuel fixé, la production et la vente nécessitent en moyenne deux jours de travail par semaine et par femme. Cette durée est tout à fait compatible avec l'activité des champs et la vie familiale. Le savon de lessive est à 250 CFA¹ et le savon de toilette est à 150 CFA. Ces prix sont très concurrentiels sur le marché. Cette activité pourrait donc rapporter à chaque femme plus de 6 000 CFA par mois soit plus de 700 CFA par jour travaillé (le revenu mensuel moyen d'une commerçante étant de 12 000 CFA pour 5 jours de travail hebdomadaire soit 600 CFA par jour travaillé). Il s'agit donc véritablement d'une activité très rentable.

La savonnerie a ouvert ses portes fin août 2010. Les femmes sont soutenues au quotidien par les partenaires locaux de l'opération. Une prochaine mission de l'association au Burkina Faso permettra de cadrer les nombreuses perspectives d'évolution envisagées, comme la diversification des points de vente, la fabrication de savon liquide, la confection d'huile de neem ou encore l'utilisation du périmètre maraîcher pour produire ses propres essences et parfums naturels...

par Sophie BALENT

Responsable des projets de développement de l'association À travers les montagnes.

www.atm-aventure.com

1 - Un euro est égal à environ 656 CFA.



La préparation du beurre de Karité, le remplissage des moules et la découpe des savons.

Apiculture à Talba

**Construction d'une miellerie
dans une zone de nouvelle implantation au centre Cameroun**

Dans le cadre des partenariats existants depuis 1986 relatifs à la santé, les écoles et les groupements féminins entre les villageois de Talba et les environs (Cameroun, région du Mbam, de Kim, province du Centre) et notre association Eybens Cameroun, nous avons démarré une formation à l'apiculture en 2005.

Des fleurs, des abeilles... oui, nous les avons découvertes dans les forêts et dans les « petites savanes » de Talba et des villages voisins lors de notre mission d'évaluation du projet en 2005. Alors que, par le passé, la région abritait des pygmées cueilleurs de miel, aujourd'hui, il n'existe aucune trace d'une apiculture traditionnelle.

De 2005 à 2010 plus de 30 stagiaires ont bénéficié de 8 sessions de formation et de suivi organisées par des expatriés, qui ont visité les ruchers, récupéré les fiches individuelles d'évaluation, participé aux assemblées générales des apiculteurs et rédigé leurs rapports de mission.

Emmanuel Feitang (Saa, ville de la région de la Léké) assure le suivi en tant qu'apiculteur référent et fournit des plants d'arbustes mellifères. Le matériel comporte principalement l'équipement des ruchers, la tenue vestimentaire des apiculteurs et le matériel de miellerie. En tout, onze apiculteurs dans quatre villages possèdent environ 40 ruches et rucherettes kenyanes. Quatre apiculteurs ont été formés à la conduite des ruches modernes (à cadres Langstroth) à l'Union

des groupements d'intérêt communautaire apicoles de l'ouest (UGICAO) de Bafoussam. Sept apiculteurs disposent d'environ 25 ruches colonisées. Ils ont fait des récoltes de miel depuis 2006 qui s'élevaient à environ 450 kg. La commercialisation du miel se fait au niveau local. Le conditionnement comporte des bouteilles et des pots en verre. Le miel a été analysé par le Centre d'études techniques apicoles de Moselle.

Les apiculteurs ont constitué l'Association des apiculteurs et écologistes du Mbam en 2007. La première priorité, dans les demandes de partenariat, concerne la construction d'une miellerie. Les activités des apiculteurs au sein de la miellerie sont primordiales à la vie de l'association : extraction, filtrage, décantation, conditionnement du miel, point de stockage, point de vente, rangement du matériel, formations, réunions de l'association AAPEM avec des visiteurs, bibliothèque et archivage des documents.

Nous poursuivons donc notre partenariat avec AAPEM par la construction d'une miellerie, selon les termes d'une convention. Le terrain a été cédé par le chef de village de Talba et les apiculteurs fournissent le bois de charpente. L'organisation d'AAPEM a été détaillée, ainsi que la répartition des tâches entre Kithi Innou (Président), les animateurs de chaque village et les apiculteurs. Le fonctionnement, la maintenance, les bénéfices dégagés de la miellerie devront être régulièrement suivis. Il est prévu d'équiper



Ruche kenyane avec cire.



Ruche Langstroth et haies Dadant.



Cadre avec miel operculé.

la miellerie avec des machines à bois, des panneaux solaires pour l'éclairage et un puits.

Nous remercions les membres et les bienfaiteurs d'Eybens Cameroun : Agriculteurs français et développement international, La Guilde (Agence des micro-projets, les jurys des dotations Nord/Sud avec l'appui, en 2006, de Vivendi et des Vergers du Barry, puis en 2010 de l'Agence française de développement), la mairie d'Eybens, le Conseil général d'Isère et l'association Apiflordev.

par **Jean-François PINGLOT**
Coordinateur projet de l'association
Tiers monde Eybens Cameroun.

www.apiflordev.org



L'assemblée générale 2010 des apiculteurs.



Les apiculteurs des différents villages.

Construction d'écoles à Madagascar

L'association Babakoto place l'éducation au centre de son action.

Depuis 2006, Babakoto construit des écoles anticycloniques dans une commune enclavée des hauts plateaux de Madagascar, Antoetra. Fin 2010, 14 écoles, 38 salles de classes sont déjà opérationnelles.

Créée en 2002 par 5 personnes, Babakoto compte aujourd'hui plus de 160 membres répartis un peu partout en France.

Nous aidons les Zafimaniry, une ethnie « oubliée » vivant sur les hauts plateaux de Madagascar. Ils sont très pauvres et vivent isolés entre 1 500 et 1 800 mètres d'altitude dans l'humidité et le froid. Antoetra, leur commune, est située à 45 km au sud-est d'Ambositra. On peut rejoindre ce principal village en voiture par une piste en terre. Pour visiter les 30 écoles que nous aidons, réparties dans les 40 hameaux qui forment la commune, il faut faire 10 à 12 jours de marche par des sentiers très difficiles et traverser à gué de nombreuses rivières.

Babakoto les aide, depuis 2002, en offrant chaque année les deux tiers des fournitures scolaires et du matériel éducatif nécessaires aux 4 000 élèves qui y sont scolarisés. Nous ne donnons jamais d'argent. Toutes nos aides sont directement réparties sur place par des membres volontaires de notre association qui payent eux-mêmes leur billet d'avion et leurs frais de séjour. Nous ne faisons appel à aucun intermédiaire, ni en France ni à Madagascar. Les fournitures scolaires sont achetées sur place à Ambositra, en privilégiant les fabrications malgaches. À notre retour, nous nous chargeons d'artisanat que nous revendons en France. Cette activité constitue donc, pour Babakoto, une source de financement non négligeable.

En 2004/2005 nous avons envoyé deux étudiants en géographie humaine vivre



six mois au milieu des Zafimaniry. Leur rapport nous conseillait d'investir dans la modernisation des structures, obstacle à la pérennisation des enseignants, donc à l'amélioration de l'éducation.

Depuis 2006 nous avons construit quatorze écoles anticycloniques (faites de granit et de béton armé), toutes opérationnelles aujourd'hui, selon un principe établi :

- Le CISCO (l'inspecteur d'académie) s'engage à recruter et à payer les enseignants.
- Les habitants assurent toute la main d'œuvre non spécialisée, tous les transports à dos d'homme des matériaux nécessaires à la construction, la fourniture de l'eau pour le chantier, la collecte du sable...
- Babakoto fait le projet technique, cherche les financements, effectue les démarches administratives, met à disposition des ouvriers spécialisés malgaches (qui encadrent la population) et finance tout ce qui doit être acheté (ciment, armatures, portes, fenêtres, tôles, mobiliers, etc.)

Tous les chantiers sont gérés directement par Babakoto, le Maire de la commune

étant notre représentant local, mais sans délégation financière. Les transactions financières avec nos fournisseurs sont faites via le service BWEB de notre banque locale. Les informations sur l'avancement des chantiers nous viennent par l'intermédiaire d'appareils photos numériques mis à la disposition de nos équipes d'ouvriers spécialisés. Avec chaque école, nous finançons un terrain de sport. Nous organisons deux missions par an pour visiter les chantiers en cours, réceptionner les chantiers terminés et programmer de nouveaux bâtiments.

Toutes ces réalisations sont faites dans le cadre de contrats signés entre Babakoto, le CISCO, les habitants (comités de projets élus) qui s'engagent sur leur part de travail. Le Maire coordonne les approvisionnements et anime la population.

Notre objectif (défini en 2005) était de remettre à niveau toutes les structures scolaires de la commune, nous sommes à mi-parcours.

par Jean-Pierre ERROT
Secrétaire (membre fondateur)
et maître d'œuvre de Babakoto.

www.Babakoto.fr



Solidarité entraide Madagascar

Accès à l'eau et protection de l'environnement sur la côte est de Madagascar.

Depuis 1995, SEM (Solidarité entraide de Madagascar) s'engage aux côtés des villages les plus reculés de la côte est de Madagascar pour fournir de l'eau potable et redonner espoir à des populations qui n'ont accès à aucun service de base et ne survivent que grâce à une agriculture de subsistance, aujourd'hui menacée par la déforestation.

Nos principes d'action

Créée en 1995, SEM a pour objet de promouvoir et de soutenir des actions de développement rural, principalement dans les domaines de l'accès à l'eau, l'environnement, l'éducation et la formation. Depuis notre création, nous concentrons nos actions sur une région enclavée et humide de la côte sud-est de l'île, dans le district de Nosy Varika. Nous sommes actuellement les seuls à nous aventurer dans cette zone isolée où la quasi-totalité de la population vit en-dessous du seuil de pauvreté.

Nous appuyant sur un bon réseau de 60 membres, 150 bénévoles et plus de 800 donateurs, nous nous adaptons aux demandes formulées par nos partenaires locaux : villages, communes, associations et agissons toujours dans le respect de leur culture, avec un souci constant de pérennisation et d'appropriation locale des projets menés.



Borne fontaine du village de Tanambao.

Notre projet Eau et assainissement

L'accès à l'eau potable ou à des systèmes d'assainissement est quasi nul dans toute notre zone d'intervention. De ce fait, les eaux de ruissellement, abondantes dans cette région tropicale, drainent les excréments du village et polluent les points d'eau, rivières ou

marigots, dans lesquels chaque famille fait sa toilette, lave son linge et puise l'eau pour sa consommation ! Chaque nouvelle pluie provoque ainsi des épidémies de diarrhée qui font de terribles ravages, particulièrement chez les jeunes enfants.

Depuis 2001, avec l'aide de nombreux partenaires publics et privés, SEM a donc mis en place un important programme



Le ruisseau d'Amplitabe.



Borne fontaine du village d'Amplitabe.



Une rizière en culture sur brûlis.



Barre fontaine du village de Vohitrandriana.

d'accès à l'eau et à l'assainissement qui a déjà permis à plus de 50 villages d'accéder à des infrastructures et services de base : adductions d'eau potable, latrines scolaires, lavoirs publics.

Avec l'appui des animateurs de l'association Fanilo, son principal partenaire local, SEM assure la promotion de l'hygiène dans chaque village. Des outils de sensibilisation ciblés (femmes, enfants, groupes...) sont utilisés pour maximiser l'impact du projet sur le changement des comportements hygiéniques : lavage des mains au savon, utilisation de latrines, maintien de l'eau potable du puisage à la consommation.

Un autre volet essentiel de ce projet est la formation des Comités de gestion villageois : gestion, organisation, surveillance et maintenance du réseau...

L'objectif principal étant l'autonomisation progressive des habitants. La participation en main-d'œuvre, le versement de cotisations, l'implication des communes, la formation d'artisans réparateurs, la fourniture de boîtes à outils sont les principaux facteurs de ce processus d'autonomisation.

Genèse de notre nouveau projet Environnement

Depuis de nombreuses années, la dégradation continue des forêts et des sols dans notre zone d'intervention menace directement la fiabilité de ces infrastructures : sans végétation, les périmètres d'alimentation des sources ne sont plus capables de retenir durablement l'eau des

pluies pourtant abondantes qui irriguent la région.

On estime que l'agriculture, à travers la pratique itinérante du brûlis, est la première responsable de ce phénomène qui sévit à travers toute l'île rouge. Le brûlis, ou défrichage par le feu, est utilisé depuis des siècles pour les cultures de subsistance (riz, manioc...) mais aussi pour les cultures de rente (maïs, poivre, café...).

En 2008, SEM a donc décidé de mettre en place une action pilote visant à sensibiliser les paysans de cette zone aux conséquences de leurs pratiques, notam-

ment agricoles : un premier volet portant sur la sensibilisation, la création de courbes de niveau et le reboisement a été ajouté à notre projet « Eau et assainissement ». La réussite de cette action et l'importance de la demande suscitée en formation et en accompagnement ont conduit à la création d'un nouveau projet, orienté essentiellement sur le reboisement et la création de revenus alternatifs au brûlis.

par Aline AUDIN
Directrice des programmes
à Solidarité entraide Madagascar

www.semada.org



Reboisement communautaire.

02 03 2009 03 38

On s'est fait prendre au jeu !

Une ludothèque pour les enfants de la Côte d'Ivoire

L'ONG française C.I.E.L.O. crée depuis 15 ans des ludothèques dans les pays en développement, notamment dans des pays touchés par la guerre. La première de ces « bibliothèques de jeux » a été lauréate du Forum d'Agén (organisé par La Guilde dès 1995). Depuis, les Dotations Nord-Sud ont permis à notre association d'étendre son action à la formation de ludothécaires, mais aussi à l'éducation par le sport.

« Le jeu n'est point un amusement d'homme riche, il est la ressource d'un désœuvré »

disait Jean-Jacques Rousseau.

Et ce n'est pas Byron qui le contredira. Du haut de ses 13 ans, Byron fait partie de ces 3 millions de colombiens qui ont dû fuir leurs terres à cause de la guerre et se réfugier en ville : « C'est une nouvelle façon de s'amuser. Et, au moins, on ne traîne pas dans la rue comme des vagabonds. En plus, l'entrée n'est pas chère avec tous les jeux qu'on peut utiliser ».

Orfelina Ruda, la présidente du comité qui regroupe les réfugiés de son quartier se mêle à la discussion et ajoute : « Les enfants de nos quartiers n'ont pas accès à des endroits où s'amuser. Les logements sont très précaires ici. Alors, ils viennent à la ludothèque pour se distraire et, en plus, ils apprennent en jouant. L'impact est très positif ».

Dans un autre quartier de cette même ville de Montería, située à une heure en avion de la capitale Bogotá, Luis a vécu de près le conflit armé qui touche son pays : « Un jour quand j'étais encore écolier, un commando de la guérilla des FARC a pris tous les élèves en otage pendant toute une journée pour exiger du gouvernement la libération de camarades emprisonnés. Cela s'est heureusement bien terminé mais vous imaginez le traumatisme ! ». Aujourd'hui, à 23 ans, Luis est l'un des 22 ludothécaires de C.I.E.L.O. et il



En Colombie, le jeu est un excellent outil de reconstruction personnelle et sociale pour des enfants affectés par le conflit armé.

est bien placé pour observer : « Avant, les enfants qui vivent dans le quartier ne se parlaient pas et s'ils le faisaient, c'était pour se bagarrer. Maintenant, on sent plus de camaraderie, de fraternité. Dehors, ils sont voisins. À la ludothèque ils sont frères, parce qu'ici on fait tous partie de la même famille ».

Conflits armés et autres contextes de grande pauvreté...

Au travers de son réseau de ludothèques qui touche actuellement 18 villes d'Amérique Latine, d'Afrique et du Proche-Orient, C.I.E.L.O. œuvre en faveur de populations touchées par des conflits armés comme en Colombie, au Liban, en Côte d'Ivoire et au Congo-Kinshasa mais aussi au profit de familles affectées par des catastrophes naturelles comme après un tremblement de terre au Pérou, de familles indigènes en Bolivie, de migrants ou de sans-papiers au Liban ou d'enfants vivant dans des conditions de grande

pauvreté dans l'un des 15 pays les plus pauvres du monde, comme le Burkina Faso ou le Bénin.

...là où le jeu mène à tout.

Formation continue des ludothécaires en poste en Amérique Latine, éducation par le sport dans un quartier ivoirien bénéficiant d'une ludothèque, réinsertion dans leur milieu rural d'origine de familles paysannes colombiennes réfugiées pendant 12 ans dans un quartier possédant une ludothèque, aide à la scolarisation en secondaire de jeunes orphelines burkinabés fréquentant une ludothèque, création d'une boutique de quartier reversant ses bénéfices à une ludothèque en Bolivie... le droit au jeu pour tous se conjugue de différentes manières chez C.I.E.L.O.

par Patrick BERNARD
Directeur et cofondateur de l'ONG C.I.E.L.O.

<http://cielo.over-blog.org>



Les ludothécair(e)s sont essentiel(le)s à l'animation des lieux (Dora en Bolivie).



Le réseau des ludothèques C.I.E.L.O. s'est étendu à l'Afrique à partir de 2005 (ici au Burkina Faso).

Momavali-France en Géorgie

Une association pour aider des enfants géorgiens en difficulté.

Réduire le nombre de maladies infectieuses dans un orphelinat de la campagne géorgienne : voici l'objectif de notre projet désigné parmi les lauréats de la session de printemps 2009. Il a fallu réparer les infrastructures sanitaires défectueuses, installer des douches et des nouveaux W.C. et accompagner ces réalisations d'une action éducative.

Notre association a été créée en 2004 par des personnes qui connaissent bien la Géorgie et qui y ont séjourné. Un membre du bureau y retourne tous les ans pour quelques semaines, à ses propres frais.

Notre premier engagement s'est focalisé sur un orphelinat dans le quartier Temka de la capitale Tbilissi. Internat modèle pour des enfants handicapés mentaux à l'époque soviétique, cette institution s'était trouvée délaissée par le nouvel état géorgien. En coopération avec l'association géorgienne Momavali, co-fondée avec un de nos membres, nous avons aidé des initiatives dans les domaines de la santé, de l'éducation et du suivi psychologique.

Quand, suite aux restructurations de la gestion des orphelinats, le bâtiment de Temka fut vendu et les enfants dispersés, nous avons décidé d'aider des enfants en difficulté là où ils en avaient besoin (dans tel autre orphelinat ou ailleurs), là où nos contacts sur place permettaient de coopérer avec confiance. C'est ainsi que nos actions ont depuis concerné des enfants de familles réfugiées, des enfants vivant dans des villages très pauvres et parfois des enfants de rue.

En dehors de l'association Momavali, nous avons notamment travaillé avec l'ONG Consent des femmes IDP (Internally Displaced Persons) qui aide les familles réfugiées de l'Abkhazie et de l'Ossétie du sud. Grâce à l'association versaillaise



Des enfants à Tbilissi, une ville déchirée entre nouvelle richesse et pauvreté.

« Le Muguet de l'espoir » qui a réuni le financement nécessaire, nous avons accompagné la création d'une bibliothèque et d'un centre d'activités pour des enfants vivant à Digomi, une banlieue de Tbilissi.

Depuis 2007, nous soutenons un « groupe d'initiative » créé par les habitants d'un village pauvre, situé dans la région de Kharagauli. Nous avons participé financièrement à la remise en état d'une maison abandonnée et du terrain qui l'entoure et à la constitution d'une bibliothèque devenue depuis un centre d'activités géré par des bénévoles. Les enfants y trouvent du soutien scolaire, apprennent à coudre, à bricoler, à donner les premiers soins et à protéger leur environnement.

Notre soutien de l'orphelinat de Saguramo a été la réponse à un appel urgent. Il a fallu un an pour réunir les fonds nécessaires à ce projet. Nous avons été aidés par La Guilde, par la ville de Versailles

par deux associations allemandes. Les nouvelles installations sanitaires (douches, lavabos, WC...) ont pu être utilisées, à la grande satisfaction des enfants et des éducateurs, dès cet été qui fut particulièrement chaud. Avec notre soutien, l'association Momavali continuera à suivre l'éducation à l'hygiène, à la gestion écologique de l'eau et des déchets.

Actuellement, nous préparons une série de projets dans des villages isolés. En coopération avec l'ONG Women in Europe pour a Common Future, nous aidons des écoles à organiser des parcours de sensibilisation et de formation relatifs aux problèmes de l'eau potable. Car très insuffisamment contrôlée, l'eau est souvent à l'origine d'épidémies, de diverses maladies. Le projet s'adresse aux élèves, aux enseignants et aux parents, d'une durée d'au moins neuf mois, il vise aussi à impliquer les autorités publiques. Si nécessaire, nous participerons ensuite à l'amélioration des structures sanitaires. C'est grâce à la coopération avec des partenaires très motivés en France, en Allemagne et en Géorgie que notre petite association (45 membres) parvient à aider des enfants géorgiens en difficulté.

par Ina RANSON

Présidente de l'association Momavali

<http://momavali.free.fr>



Dans l'orphelinat de Saguramo, avant les travaux en 2008 et après en 2010.



Du micro-projet au macro-projet

Une question d'échelle.

Le micro-projet peut se suffire à lui-même, mais il peut aussi être à l'origine d'amplifications remarquables lorsqu'il est reproductible. Il faut donc explorer les moyens de généraliser les bons projets et s'interroger sur l'existence de passerelles entre l'échelle « micro » et « macro ».

La Fondation ensemble

Retour sur l'ouverture de dotations aux micro-programmes dans un entretien avec Irène Serot-Almeras.

Aventure : Quelles raisons ont motivé la Fondation ensemble à allouer 15% de l'ensemble de ses dotations à des micro-programmes depuis 2008 ?

Irène Serot-Almeras (Directrice de la Fondation ensemble) : La Fondation ensemble a été reconnue d'utilité publique en décembre 2004 et bénéficie d'un budget annuel variant entre 3 et 4 millions d'euros qu'elle affectait les premières années à des programmes aux budgets compris entre 600 000 et un million d'euros. En 2007, les fondateurs se sont rendus en Inde et ont été témoins d'initiatives très intéressantes. Les structures porteuses n'avaient par contre pas la possibilité de proposer un programme à la Fondation, leurs projets n'appelant pas à des financements supérieurs à 10 000 euros. C'est ainsi que les discussions ont débuté au sein des instances décisionnaires de la Fondation (le Bureau et le Conseil d'administration) et que la décision a été prise d'affecter une partie de notre dotation annuelle au financement de micro-programmes.

A. : Quelles adaptations, dans la sélection et l'évaluation, ont entraîné le soutien à ces projets d'une échelle différente ?

I. S.-A. : Nous avons bien sûr adapté nos outils à ces nouveaux financements.



1001 Fontaines pour demain, au Cambodge.



L'association Pandem, en Inde, a construit des puits.

Le premier problème posé était le rapport entre le coût de sélection/suivi des projets et le montant investi par programme. Compte tenu des fonds à gérer (plus de 15 millions d'euros investis depuis le démarrage de nos activités) et des effectifs restreints de la fondation, nous avons opté pour un processus de sélection plus « léger » (dans le cadre du fonds programmes, le procédé de sélection implique une trentaine d'experts et nécessite plusieurs mois d'instruction). Par ailleurs, les projets recommandés par des partenaires (des Fondations ou autres) sont fortement privilégiés car gage du sérieux du projet. En conséquence, nous recherchons la fidélisation de partenaires avec des structures comme l'Agence des micro-projets de La Guilde, ou encore les fonds du Programme de petites initiatives (PPI) du Fonds français pour l'environnement mondial (FFEM).

A. : Quels avantages et quelles limites voyez-vous au financement de tels projets ?

I. S.-A. : Ces fonds nous permettent de financer des associations de petite taille, souvent portées par une ou deux personnes particulièrement motivées et enthousiastes. Nous privilégions des actions très concrètes, toujours accompagnées d'un processus de sensibilisation et de formation des populations ciblées. Nous découvrons également les limites de



L'AFDI, à Madagascar, et son projet apicole.

ces structures qui parfois, par manque de professionnalisme, oublient les vrais besoins des populations locales, au bénéfice de leur ardeur. Les questions posées par ces initiatives ne diffèrent pas de celles des autres programmes que nous appuyons : pérennité, durabilité et répliquabilité. En ce qui concerne la répliquabilité, nous avons quelques exemples de projets (La Voûte nubienne, 1001 Fontaines pour demain, The Forest Trust) qui ont pu être soutenus dans le cadre d'un micro-programme et qui ont par la suite été proposés dans le cadre d'une nouvelle phase, dans le fonds programmes. C'est une configuration motivante pour la Fondation ensemble, car nous avons testé ensemble l'idée à petite échelle pour la répliquer par la suite à une plus grande échelle.



www.fondationensemble.org

La Voûte nubienne en Afrique sub-saharienne

Les origines de l'aventure

L'aventure de La Voûte nubienne naît en 1998 de la rencontre entre un maçon français passionné de voyages, Thomas Granier, un cultivateur burkinabè, Seri Youlou, et un mode constructif ancestral qu'ils vont ensemble revisiter, la technique de la voûte nubienne (VN).

Les premiers essais constructifs, reflet d'une curiosité technique, ont rapidement mis en évidence le potentiel d'une alternative architecturale pertinente capable de pallier, pour le plus grand nombre en Afrique sahélienne, les réalités désastreuses qu'imposaient, dans le secteur de l'habitat populaire, les conséquences de la déforestation et de la croissance démographique. Dès ses débuts, cette « aventure de développement en devenir », ou micro-projet, tendait intrinsèquement et inexorablement vers le macro-projet, car potentiellement tournée vers des millions de personnes.

C'est ainsi que l'association La Voûte nubienne (AVN) est née en 2000 avec pour unique objectif, mais ô combien ambitieux, le renversement de la problématique de l'habitat populaire sahélien par la vulgarisation à grande échelle du concept technique VN. Le cœur même de ce travail de vulgarisation consiste en la recherche permanente des méthodes et moyens permettant l'émergence, la croissance et l'accompagnement des « marchés » du concept technique (offre = maçons formés / demande = clients sensibilisés).

Les premiers tests de vulgarisation

Les premières années de croissance du programme furent particulièrement laborieuses, mais la justesse de la proposition au regard des problématiques était telle que l'aventure a petit à petit pris son envol. L'association en France s'est étoffée, d'abord avec le concours d'indispensables bénévoles, puis avec celui de salariés. Des partenaires financiers et de terrain nous ont fait confiance et accompagné et une première structure locale de pilotage du programme a vu le jour au Burkina-Faso. Aujourd'hui, forte de cette modélisation, l'association lance une seconde structure au Mali et d'autres sont attendues au Sénégal et en Zambie notamment.

En 10 années d'efforts, AVN a fait émerger un réseau de plus de 150 maçons, artisans et entrepreneurs formés qui auront permis l'introduction sur de vastes territoires d'un

concept technique largement validé avec plus de 1 000 VN construites dans 4 pays et une croissance moyenne du marché de 40% annuels. La méthode de vulgarisation régionale, éprouvée et efficace, forme aujourd'hui le principal outil de déploiement du programme.

Changement d'échelle : dupliquer et franchiser

Concept technique VN, méthode de vulgarisation et duplication d'antennes régionales de pilotage du programme, forment pour AVN les clés d'un réel changement d'échelle. Toutefois, la recherche de moyens combinés permettant d'atteindre encore plus rapidement et efficacement les objectifs visés reste très présente dans notre démarche. Reposant sur notre méthode de vulgarisation, un nouveau modèle de croissance est actuellement testé : la franchise. AVN propose à des partenaires de terrain la formation et



Une réunion de sensibilisation au village et un chantier d'habitat populaire permettant la formation de maçons locaux.





l'accompagnement de cadres issus de leurs rangs et qui, en « absorbant » la méthode et ses outils, pourront mener, dans une autonomie maximale, le programme dans leurs propres zones d'action. Ce modèle de déploiement est particulièrement probant car il s'appuie sur l'expérience et les réseaux locaux de partenaires impliqués.

Ces deux modèles de croissance (duplication et franchise) sont aujourd'hui les « moteurs » de nos ambitions. AVN se doit d'en pérenniser et d'en accroître les

moyens qui en permettront le développement vers de nouvelles régions et de nouveaux pays. C'est par cette stratégie que nous entendons relever le formidable défi que représente une vulgarisation à grande échelle.

Changement d'échelle : ne pas se perdre

Selon notre expérience, l'émergence d'une méthodologie de vulgarisation référente permettant un programme « macro » est fondamentalement liée,

d'une part, au travail de terrain (très petite échelle) et d'autre part, aux efforts permanents de réflexions, d'analyse et de remise en question des équipes d'AVN. Ce sont bien 8 années de croissance incertaine et difficile d'un « petit programme informel aux grandes ambitions » et de réflexions incessantes qui permettent de lancer au Mali en 2008 le premier test *in-situ* (village de Dendjola / Cercle de Koutiala) d'une nouvelle méthode de vulgarisation formelle et de son affinage progressif et incessant. Souhaitons donc que cette logique itérative ayant permis le changement d'état dont il est ici question (du « micro » vers le « macro ») soit toujours au cœur de notre approche. Son abandon entraînerait certainement le dépérissement du programme !

En conclusion, rappelons que notre aventure offre des synergies fortes à l'ensemble du monde du développement : les échanges de savoir-faire, de pratiques et d'outils nourrissent non seulement le changement d'échelle dans lequel AVN est engagée, mais permettent aussi des gains de temps et de compétences considérables à l'ensemble des acteurs du développement. Alors faites passer le message !

par Mathieu HARDY
Chargé de mission au Mali

www.lavoutenubienne.org

Ci-dessus : La voûte nubienne est une solution locale solide, confortable et durable.

Ci-contre : Une famille villageoise devant sa nouvelle maison.



blueEnergy : 7 ans de réflexion

L'aventure d'une bonne idée qui grandit malgré les vents contraires.

L'ONG blueEnergy (bE) a lancé ses activités sur la côte caraïbe du Nicaragua en avril 2004, dans la région autonome de l'Atlantique Sud, région la plus pauvre et la plus isolée d'un pays dont le niveau de développement est le moins élevé du continent américain, après Haïti. Les attaches des fondateurs avec la ville de Bluefields permirent de surpasser les difficultés liées à l'implantation d'alliances avec les institutions politiques, techniques et académiques de la région¹.

bE s'est donnée pour mission d'améliorer les conditions de vie des populations de cette région en installant des systèmes d'énergie renouvelable. L'originalité du concept de bE est la fabrication locale de mini-systèmes éoliens simples, peu coûteux ; c'est aussi la formation de techniciens nicaraguayens dans le lycée technique de Bluefields. bE insiste sur une composition paritaire de l'équipe locale entre volontaires internationaux et employés nicaraguayens. Outre la création d'activité, cette approche a permis une meilleure adaptation des systèmes au milieu, une maintenance plus aisée et un transfert de technologies aux populations bénéficiaires. Complétés par des panneaux photovoltaïques, des systèmes hybrides équipent écoles, centres de santé et maisons. Aujourd'hui, on compte plus de 3 000 bénéficiaires, dans 12 communautés. En attribuant en 2005 une bourse de solidarités Nord-Sud, La Guilde avait reconnu le potentiel de ce « micro » projet.

Au cours des 7 années de travail de terrain, bE a dû faire évoluer son projet. Toutes les communautés n'ont pas été suffisam-



Electrification d'un centre de santé.



Journées mondiales de la Terre.

ment organisées pour assurer durablement la maintenance des installations; d'autres demandes ont émergé qui ont conduit à organiser des solutions de micro-crédit pour l'achat de lampes basse intensité, et, dans beaucoup de communautés, à construire des filtres à eau, et plus récemment encore à creuser des puits profonds et installer des foyers améliorés.

L'approche des communautés par bE se veut désormais plus globale, plus sociale et culturelle : connaître, comprendre celles-ci, pour trouver avec elles des réponses aux questions d'hygiène, de santé, d'éducation, pour améliorer la vie quotidienne. Le parcours de deux de nos VSI, Maité Niel et Marie Roussel, qui sont depuis près de trois ans sur le terrain, est l'illustration de cette évolution. Maité, ingénieur des Mines, a commencé comme stagiaire à monter des systèmes éoliens-

solaires en 2005 ; revenue en 2009 comme VSI, elle a intégré l'équipe sociale de bE. Marie, docteur en physique, passionnée d'éducation, est devenue directrice du département de formation des techniciens nicaraguayens et des responsables communautaires après deux ans de VSI. Toutes deux sont encore en poste en ce début 2011.

Cet élargissement de notre action mobilise des ressources humaines importantes dont le coût n'est pas couvert par les fonds des grands acteurs du développement, plutôt dédiés à des réalisations concrètes immédiates. Les partenariats stratégiques établis avec des acteurs spécialisés se sont alors révélés plus fructueux, parmi ceux-ci : La Guilde, Hivos, Renewable World, Photon consulting, Trojan, Schneider Electric.

De tels soutiens nous permettent d'explorer aujourd'hui d'autres voies possibles de dissémination de notre expérience, en particulier en Afrique. Lors du Forum social mondial de Dakar, une semaine de conférences et d'ateliers sur les éoliennes Piggott a permis l'échange d'expériences et de savoir-faire entre les acteurs du monde éolien auto-construit.

par Lâi MARANDIN

Co-fondateur de bE, responsable du bureau de Managua

et Marie-Claude SCHERRER

Membre de l'équipe Sensibilisation de bE-France

www.blueEnergy.fr



Filtre d'eau potable familial.

Les micro-projets sont-ils utiles et efficaces ?

Le point de vue « biaisé » d'un évaluateur du secteur public.

La question de savoir si les micro-projets sont utiles et efficaces est légitime. On pourrait penser à d'autres qualifications, mais ces deux critères s'imposent naturellement : l'utilité et l'efficacité. Tout acteur, quelle que soit sa position dans le processus de décision et de mise en œuvre, quelle que soit sa fonction (concepteur, financeur, opérateur), est amené à s'interroger sur l'utilité et l'efficacité. L'action et sa réalisation seront justifiées selon les critères d'utilité (pour le bénéficiaire) et d'efficacité (compte tenu des objectifs visés et des modalités appliquées).

Introduction

Le micro-projet est un bien, un service, offert, proposé, mis en œuvre, en faveur d'un groupe-cible, d'une population déterminée, en réponse à une nécessité, un besoin, une demande.

La première réaction serait de proposer une fourchette en euros pour préciser que le micro-projet se situe entre un plancher et un plafond, sachant que ces niveaux peuvent varier en fonction du financeur. Il nous suffit, dans le cadre des propos développés ici, de retenir que le micro-projet se situe entre l'action simple et le programme, comporte toutes les caractéristiques d'un projet abouti : des objectifs déterminés dans le temps, des moyens composites visant à l'accomplissement des fins visées et des groupes-cibles de bénéficiaires identifiés.

L'utilité correspond à l'adéquation visant à satisfaire le besoin considéré. L'utilité pourra s'apprécier en fonction du niveau de satisfaction exprimé par les bénéficiaires. Elle résulte du bon choix des moyens

« Dans toutes les affaires humaines il faut risquer pour réussir. C'est de la juste évaluation des chances de gain et de perte que dépendent les grands succès. »

Gustave LE BON



techniques, financiers, humains choisis pour contenter la demande, qu'elle soit explicite ou implicite.

Le glossaire du CAD (OCDE)¹ nous donne une définition qui fait consensus : « Mesure selon laquelle les objectifs de l'action de développement ont été atteints, ou sont en train de l'être, compte tenu de leur importance relative ».

Afin d'éviter toute confusion il faut bien distinguer l'efficacité (mesure des résultats, des effets, de l'impact) de l'effectivité (mesure des réalisations). Un exemple permet d'illustrer facilement la distinction essentielle à faire : ainsi dans le cas d'une formation de matrones, la mise en place

de la formation et la participation relèvent de l'effectivité, alors que les tests effectués en fin de formation afin d'apprécier les acquis fournissent des données sur les résultats (apprentissage) et les changements de pratiques des personnes formées permettent d'apprécier les effets. Enfin, les études statistiques sur la santé des mères et des nourrissons seront des indicateurs d'impacts.

L'auteur de cet article n'a aucune prétention à l'impartialité, à l'examen intégral, au jugement équitable. Au contraire il revendique son point de vue : celui d'un ancien responsable (dans la chaîne des décisions) au sein d'un ministère ayant eu l'occasion d'étudier des dizaines de micro-projets, en vue d'accorder un cofinancement.

Les premiers pas des cofinancements

Face à cet objet nouveau et un peu ridicule qui était le micro-projet, la puissance publique manifestait avant tout une attitude de compatissante et condescendante.

Dans les premiers temps, au Ministère de la coopération, les subventions aux ONG





Visite d'une culture de spiruline en serre à Madagascar.

relaient du domaine des bonnes œuvres, naturellement associées aux organisations confessionnelles. De ce fait, l'utilité et l'efficacité étaient des caractéristiques inhérentes aux porteurs de projets et non aux activités elles-mêmes.

Dès lors que les pouvoirs publics accordaient des cofinancements, l'objectif principal était de passer à l'échelle supérieure. La qualité première d'un micro-projet était sa capacité de devenir ultérieurement un projet de « taille normale ».

Finalement, le micro-projet c'est bien à condition qu'il perde à terme sa taille lilliputienne.

Une nouvelle vision du rôle des ONG et de la place des micro-projets

Dans les années 90, les pouvoirs publics ont commencé à découvrir d'autres qualités aux micro-projets que leur simple rôle de projets pilote. Le contexte économique marqué par l'échec des politiques de développement, les fameux « éléphants blancs », macro projets non rentables, l'incapacité de l'aide à résorber la pauvreté, l'endettement des pays dont les effets sur les populations les plus vulnérables ont été accentués par l'ajustement structurel, ont amené à rechercher davantage de visibilité et un meilleur impact des actions.

Parallèlement à ces phénomènes économiques, le volet politique s'est caractérisé par l'ouverture à la société civile et sur le plan social (et humanitaire) on assiste à l'émergence de nouveaux acteurs du développement. C'est l'essor des ONG.

Le cofinancement est dès lors entrevu par

les autorités publiques comme un outil utile de repositionnement de leur image et d'intégration de ces acteurs dans les politiques de développement.

Dans le même temps, la décision de cofinancement est perçue comme efficace si les projets mènent à terme les activités envisagées et respectent les normes et les délais de procédures administratives et financières.

L'évaluation : comment lutter contre les stratégies d'évitement ?

Il existe de nombreux motifs justifiant les réticences de faire appel à des exercices d'évaluation. Pourtant, seule l'évaluation est capable de démontrer que l'utilité et l'efficacité des micro-projets sont atteintes conformément aux ambitions affichées, même si elles demeurent modestes. Recon-

naissions toutefois qu'il existe de bonnes raisons pour estimer que l'évaluation externe et indépendante² ne convient pas :

Un coût disproportionné

Ramené au montant des moyens financiers engagés annuellement, le coût d'une mission d'évaluation peut paraître excessif. D'autant que la valeur ajoutée d'une expertise n'est pas garantie. Ce qui implique de prendre une décision mûrement réfléchie, concertée et partagée, en déterminant les questions essentielles, les zones à explorer, les compétences requises. L'approfondissement de la connaissance est une ardue obligation.

Une intrusion inopportune

On attend d'une évaluation un regard extérieur. Cette ingérence dans une relation de partenariat entre deux entités, l'une du Sud, l'autre du Nord, peut être ressentie de manière déplaisante par des acteurs qui ont noué des relations de confiance, d'amitié, presque d'intimité.

Pour s'assurer de l'impartialité de l'évaluateur on doit exiger l'absence de tout conflit d'intérêt.

La difficulté rencontrée reste à trouver un expert ayant les compétences, l'expérience, la connaissance du milieu, des acteurs, des dispositifs, sans avoir été impliqué antérieurement, de près ou de loin. La pratique observée conduit le plus souvent à privilégier la connaissance au détriment de l'indépendance.

Des critères inadéquats (?)

Dans le monde des concepts, il n'y a sans doute pas d'équivalent au consensus qui s'est concrétisé au sein du groupe Évaluation du CAD (OCDE). Les cinq critères de base, pour l'évaluation, qu'il



Déjeuner des enfants lors d'une visite terrain à Antsirabe où l'association Zazakehy accueille des volontaires de La Guilde.

a défini (et qui sont désormais adoptés par la communauté internationale) sont : pertinence, efficacité, efficience, impact, durabilité. D'autres critères pouvant être envisagés : partenariat, utilité, cohérence, effectivité, qualité, etc. Les ONG françaises sont jusqu'à présent peu actives (euphémisme) dans les lieux de concertation sur l'évaluation contrairement à leurs consœurs dans les autres pays qui ont adopté d'autres principes et développé d'autres pratiques. Les critères doivent être considérés comme une sorte de morphologie, de langage commun, ou plus simplement de check-list en vue de la préparation des termes de référence et de la conduite raisonnée d'une évaluation.

Des méthodes inadaptées

Le dernier obstacle, qui s'avère non négligeable, serait le manque de méthodes adaptées à l'évaluation des micro-projets. La principale critique que nous devons formuler à l'encontre des méthodes d'évaluation est qu'elles s'apparentent essentiel-

lement au recueil d'appréciations, plus ou moins élogieuses, sans s'interroger sur la qualité des résultats, l'ampleur des effets et la nature des changements.

À ce titre, il convient de remarquer le manque d'imagination des praticiens de l'évaluation en France, à l'inverse de la mobilisation de procédés innovants dans les pays anglo-saxons ou dans les pays partenaires du Sud. On peut citer à titre d'exemple, la cartographie des incidences, les changements les plus significatifs, l'emploi de la gestion axée sur les résultats, les méthodes expérimentales d'estimation d'effet par comparaison d'échantillons tirés au sort, etc.

L'évaluabilité

Pour conclure, l'évaluation ne peut et ne doit être systématique ; l'évaluabilité doit être envisagée dans chaque cas. Elle procède de trois conditions :

Opportunité : « L'évaluation est décidée lorsqu'elle est susceptible de produire une

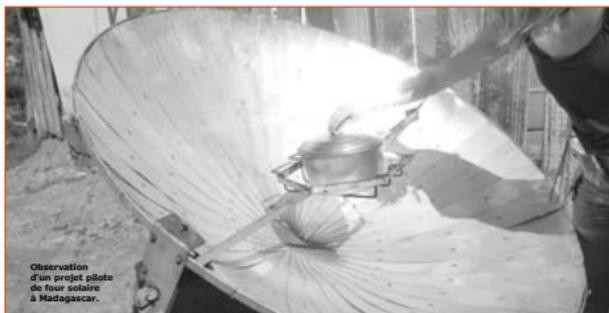
information de valeur suffisante pour que les ressources mobilisées soient justifiées » (Charte de la SFE¹). On retrouve la même notion dans les principes directeurs de l'AFREA⁴ : « L'évaluation doit être efficiente et doit produire l'information d'une valeur suffisante afin que les ressources engagées puissent être justifiées ».

Disponibilité : l'évaluation sera programmée en fonction de la disponibilité de toutes les parties prenantes, en premier lieu des acteurs de terrain.

Capacités : l'évaluation sera décidée sous réserve que toutes les capacités techniques, financières, méthodologiques seront suffisantes et appropriées.

Sur ces bases se détermine l'évaluabilité. L'évaluation est enfin décidée en fonction d'actions qui la précèdent et d'objectifs qui la dépassent. Elle est lancée non pour conclure une période mais pour aller de l'avant.

par Michael RULETA



Observation d'un projet pilote de four solaire à Madagascar.

1 - Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économique (les pays industrialisés du Nord qui s'élèvent progressivement à des pays émergents).

2 - Nous écartons d'emblée les auto-évaluations, les évaluations internes ou les évaluations accompagnées qui sont à l'évaluation ce que telle boisson rafraîchissante est à l'alcool... et comme nous ne sommes plus au temps de la prohibition autant goûter la vraie saveur de l'évaluation.

3 - Société française d'évaluation : www.sfe.asso.fr

4 - Association africaine d'évaluation : www.afrea.org

AVENTURE Bulletin d'abonnement

à retourner à : La Guilde - 11 rue de Vaugirard - 75006 Paris
(règlement par chèque à l'ordre de La Guilde)

Nom Prénom
Adresse
Code Postal Ville
Tél. E-mail

S'abonne à la revue AVENTURE (6 numéros) 19 euros (tarif normal)
 14 euros (tarif adhérent)
 23 euros (tarif étranger)

Joint son règlement de euros à l'ordre de La Guilde. Date :

PARIS
PORTE DE
VERSAILLES

25-26-27
MARS
2011

destinations
NATURE



LE SALON
DES NOUVELLES
RANDONNÉES



www.randonnee-nature.com | Retrouvez-nous sur [facebook.com](https://www.facebook.com) / Destinations-Nature-Les-nouvelles-randonnees



LE FIGARO

MONTER UN MICRO-PROJET ?

Construire
une maternité de brousse
au Burkina Faso ?

Soutenir
un élevage caprin
en Bolivie ?

Créer
une miellerie
au Cameroun ?



Ouvrir
une école du bois
au Cambodge ?

Au cœur du milieu associatif français, nous soutenons
les micro-projets de développement et de solidarité internationale.

L'Agence des micro-projets vous propose :

- **Des formations collectives**
au montage de projet à Paris et en province
- **Un conseil personnalisé et gratuit**
aux porteurs de projets
- **Des financements**
 - les Dotations des Solidarités Nord-Sud
 - un site d'accès aux financements : www.microprojets.org
- **Des évaluations et la capitalisation des expériences**
pour la mise en valeur des micro-projets



Agence des Micro-Projets

Contact : microprojets@la-guilde.org
www.la-guilde.org

L'Agence des micro-projets est un programme de
La Guilde européenne du raid
association reconnue d'utilité publique
11, rue de Vaugirard - 75006 Paris
tél. : 01 43 26 97 52 - fax. : 01 46 34 75 45

